



**Banque Arabe pour le Développement
Économique en Afrique (BADEA)**

Rapport annuel 2021

**Soutenir la relance économique
en Afrique
pour un développement durable**



Conten

Lettre du Président du Conseil d'Administration	4
Mot du Directeur Général de la Banque	6
Données Générales.....	8
Aperçu des activités de la Banque (faits et chiffres).....	13
Total des financements en 2021 et leur répartition selon les fenêtres de financement et les piliers stratégiques	17
Les principaux indicateurs financiers pour les années (2019 - 2020 - 2021).....	19
Aperçu sur les évolutions économiques internationales et africaines en 2021.....	21
Chapitre 1 : Activites et operations de la banque	25
Priorités et objectifs stratégiques pour les opérations	26
Opérations achevées en 2021.....	27
Signature et exécution des accords de prêt en 2021	27
Co-financement en 2021.....	27
Répartition des opérations de renforcement des capacités 1975-2021.....	29
Chapitre 2 : La performance financière	31
Situation financière au 31 décembre 2021	32
Composition du revenu des portefeuilles d'investissement	33
Retraits et remboursements	36
Chapitre 3 : Accroître l'impact de la banque sur le développement	41
Développer les mécanismes de financement et de suivi	42
Systèmes de transformation numérique pour améliorer la qualité	46
Renforcer la gestion des risques et la conformité.....	46
Initiatives de la Banque	47
Annexes	50
Annexe 1 : Détail des opérations approuvées en 2021.....	51
Annexe 2 : Contributions des états membres au capital et répartition des voix au 31/12/2021...90	





A Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs
de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

Excellence,

Conformément aux articles 2/34 ,6/25 et 35 de l'accord portant création de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, j'ai l'honneur de soumettre à l'attention de l'auguste Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil d'administration, le rapport annuel sur les activités de la Banque au cours de l'année 2021. Le rapport comprend une présentation des plus importantes activités de financement et réalisations, détaillant les opérations qui ont été approuvés au cours de l'année, la performance financière et les mesures prises pour élaborer des mécanismes pour l'efficacité du Développement à la lumière de la stratégie 2030 de la Banque, ainsi que les audits des états financiers en 2021.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

S.E.Dr. Fah Ibn Abdallah Al-Dawsari

Président du Conseil d'Administration

BADEA's CORE VALUES



AMBITION

FJUSTICE

REACTIVITE

iNTEGRITE

COOOPERATION

AREDEVABILITE

2023



Mot du Directeur Général de la Banque



J'ai le plaisir et l'honneur de mettre entre les mains de tous ceux qui sont concernés par les activités de la Banque dans les régions arabe et africaine et ceux qui s'intéressent au travail de développement dans le monde, le rapport annuel sur les activités de la Banque pour l'année 2021, qui passe en revue les efforts réalisés au cours de l'année pour soutenir la coopération économique arabo-africaine, et l'accomplissement par la Banque des missions qui lui ont été confiées pour atteindre cet objectif.

Il ne fait aucun doute que l'année 2020 a imposé une situation exceptionnelle à tous égards, car la propagation de la pandémie de Covid-19 a affecté la stabilité de la vie humaine dans divers domaines, y compris - bien sûr - l'empêchement de la poursuite du travail de développement des institutions des secteurs public et privé. Cependant, grâce à la bonne orientation et au soutien puissant qu'elle reçoit de leurs excellences les Gouverneurs et à l'engagement de l'honorable Président et des membres du Conseil d'Administration à renforcer son rôle et à développer ses mécanismes de travail, la Banque a pu continuer sans interruption à jouer un rôle efficace et mobiliser les ressources financières nécessaires pour accompagner les pays bénéficiaires à faire face à la crise et à atténuer les dommages causés à son activité et cela a coïncidé avec la mise en œuvre de la stratégie décennale de la Banque en 2021.

L'activité de la Banque en 2021 a couvert tous les piliers stratégiques, avec un accent particulier sur le pilier « investissement dans les infrastructures pour l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation », à travers des projets de grande importance qui ont un impact significatif sur le désenclavement, facilitant la circulation des biens et des personnes dans plusieurs pays bénéficiaires, et la fourniture de l'énergie nécessaire pour assurer une vie décente, promouvoir l'activité économique et soutenir le développement

du système d'approvisionnement en eau potable pour les populations, ainsi que le secteur industriel dans d'autres pays. Au cours de l'année 2021, la Banque a également commencé à financer un type nouveau de projets dans certains pays bénéficiaires, tels que le projet de création d'une zone industrielle pour améliorer l'attractivité des investissements dans le secteur industriel et renforcer la compétitivité des entreprises industrielles, ou encore le projet de soutien à l'innovation dans le but d'accélérer la transformation d'une économie de la connaissance, et un projet de réalisation de 20 000 logements sociaux et économiques pour permettre à un grand nombre de familles à revenus faibles et moyens d'accéder à un logement décent et aux services urbains de base.

En ce qui concerne le pilier stratégique lié au développement du secteur privé et du commerce et le pilier lié à la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et micro entreprises en Afrique et pour faire face aux effets de la pandémie de Covid-19, la Banque a appuyé le renforcement de la résilience des micro et moyennes entreprises, du secteur privé et des institutions financières travaillant dans les domaines de l'agro-industrie et de l'énergie. Les banques commerciales de plusieurs pays ont également bénéficié de ses financements pour soutenir le secteur privé, stimuler la croissance économique, extraire et exporter la bauxite. La fourniture de biens stratégiques à certains pays africains a également été soutenue par le biais de lignes de financement commercial.

Le pilier développement des chaînes de valeur agricoles a reçu une bonne part des financements cette année, comprenant une ligne de financement pour un groupe d'exportateurs africains de noix de cajou qui leur a permis d'accéder aux marchés internationaux, ainsi qu'une ligne de financement

pour financer le secteur du cacao pour soutenir les populations.

En ce qui concerne les opérations de renforcement des capacités financées par des dons, la Banque a organisé et parrainé de nombreuses activités et événements divers dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la promotion de l'entrepreneuriat, parmi lesquels nous citons – entre autres - le parrainage de la deuxième édition de la Foire commerciale intra-africaine et le lancement de l'Accord commercial continental africain. Cela en plus de l'organisation de programmes de formation pour renforcer les capacités des cadres africains dans diverses disciplines et l'envoi d'experts arabes dans les pays africains pour les faire bénéficier de leur expertise.

Je ne manquerai pas de mentionner ici la poursuite incessante des efforts intensifs déployés par la

Banque en 2021 pour obtenir une cote de crédit au niveau des marchés financiers, ce qui est important et essentiel pour elle, car cela lui permettra de fournir un financement adéquat aux pays africains au sud du Sahara et d'émettre des garanties solides pour le développement d'échanges efficaces.

En conclusion, je voudrais réaffirmer l'engagement de la Banque à continuer à progresser régulièrement pour atteindre une vision pour une approche opérationnelle et des réformes structurelles qu'elle n'a cessé d'améliorer, dans le cadre de la réalisation de sa vision stratégique pour devenir une plate-forme de premier plan pour une coopération économique arabo-africaine qui contribue de manière efficace et innovante à la réalisation du développement durable et de la transformation structurelle des pays africains à la lumière des objectifs de Développement durable et des programmes de développement Afrique 2063.

Dr. Sidi Ould TAH

Directeur Général de la

Données Générales



La Banque est une institution financière internationale indépendante détenue par dix-huit (18) pays arabes qui ont signé son accord de création en 1974. Depuis le début de ses activités de financement en 1975, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique s'emploie à établir et à renforcer des ponts de coopération entre les régions arabe et africaine, à travers ses opérations diversifiées couvrant 44 pays non arabes d'Afrique subsaharienne.



Ses principales missions sont de contribuer au financement du développement économique des pays africains et de leur fournir l'assistance technique nécessaire, et d'encourager la participation des capitaux arabes au développement de l'Afrique à travers les échanges commerciaux et les investissements.

Les instances dirigeantes



Le Conseil des gouverneurs C'est l'autorité suprême de la Banque et elle se compose d'un gouverneur et d'un suppléant pour chaque État membre, et les gouverneurs sont pour la plupart les ministres des finances de leur pays. Le Conseil des gouverneurs a tous les pouvoirs et peut déléguer tout ou partie de ces pouvoirs au Conseil d'administration, à l'exception de ceux qui sont exclus par les statuts.



Le Conseil d'administration Il est composé de onze membres et dispose des prérogatives nécessaires à la gestion de la Banque, à l'exception de ceux qui sont exclusives au Conseil des gouverneurs. Les neuf états qui ont le plus contribué au capital de la BADEA disposent d'un siège permanent au Conseil d'Administration, tandis que le reste des membres participe à la sélection des deux membres non permanents. Le mandat des membres du Conseil est de quatre ans, renouvelable, et le Président du Conseil est élu pour une période de deux ans, renouvelable.



Le Directeur général Il est nommé par le Conseil des Gouverneurs - qui le choisit en hors du Conseil d'administration - pour une durée de trois ans, renouvelable deux fois au plus. Le Directeur Général est le représentant légal de la BADEA, le fonctionnaire exécutif le plus élevé de la Banque. Il est chargé de conduire toutes les affaires sous le contrôle du conseil d'administration conformément aux statuts et règlements et aux directives du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration.



Conseil des gouverneurs

<p>S.E.M. Mohamed Mahmoud Al ASSASS Ministre des Finances Royaume Hachémite de Jordanie</p>	<p>S.E. M. Sultan ibn Salem Al HABSI* Minister of Finance – Sultanate of Oman</p>
<p>S.E.M. Mohamed Ben Hadi El HOUSSAYNI * Minister of State for Financial Affairs – UAE</p>	<p>S.E. Dr Nabil KASSIS* Président de l'Institution palestinienne du marché des capitaux Etat de Palestine</p>
<p>S.E.M. Skeikh Selman Ben Khalifa AL-KHALIFA Ministre des Finances Royaume de Bahreïn</p>	<p>S.E.M. Ali Bin Ahmad ALKOUARI* Ministre des Finances Etat de Qatar</p>
<p>S.E. M. Samir SAID* Ministre de l'économie et de la planification République Tunisienne</p>	<p>S.E. Dr Khalifa HAMMADA Vice-président du Conseil des Ministères et Ministre des Finances Etat du Koweït</p>
<p>S.E.M. Ayman ABDARRAHMANE Ministre des Finances République Algérienne Démocratique et Populaire</p>	<p>S.E.D. M. Youssouf KHALIL* Ministre des Finances République Libanaise</p>
<p>S.E.M. Mohamed Ben Abdulla Ben Abdul-Aziz Al-JADAAN Ministre des Finances Royaume d'Arabie Saoudite</p>	<p>S.E.D. Khaled Al Mabrouk ABDALLAH* Ministre des Finances Etat de Libye</p>
<p>S.E.D. Djibril Ibrahim MOHAMED* Ministre des Finances et de la Planification Economique République du Soudan</p>	<p>S. E. Dr Rania Al Mashat Ministre des investissements et de la Coopération Internationale République Arabe d'Egypte</p>
<p>République Arabe Syrienne**</p>	<p>S. E.Nadia Fatah Al ALAOUI* Ministre de l'Economie et des Finances Royaume du Maroc</p>
<p>S.E. Ali Abdel Emir ALLAOUI Ministre des Finances, République d'Irak</p>	<p>S. E. M. Mohamed Lemine Ould DHEHBI Ministre de l'Economie et des Finances République Islamique de Mauritanie</p>

* Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil des Gouverneurs au cours de l'année 2021 : L'Etat des Emirats Arabes Unis étaient représenté par S.E.M. Ebaid Hameed Al-TAYER jusqu'en septembre 2021 ; la République Tunisienne, S.E. M. Ali El kAli, jusqu'en septembre 2021 ; la République du Soudan S.E.D. Hiba Mohamed Ali, jusqu'en janvier 2021 ; l'Etat du Qatar, S.E.M. Ali Shareef Al-EMADI, jusqu'en octobre 2021 ; l'Etat libyen S.E. M. Faraj Abderrahmane Omar BOUMTARI jusqu'en Mars 2021 ; le Royaume du Maroc S. E. M. Mohamed BENCHAABOUN jusqu'à Octobre 2021 ; la République Libanaise S.E.D. M. Ghazi Wazni jusqu'en Août 2021.

** 2011 a été la dernière année où un représentant de la République Arabe Syrienne a assisté aux réunions du Conseil des Gouverneurs.



Conseil d'administration

Président

S.E.Dr. Fah Ibn Abdallah Al-Dawsari

Royaume d'Arabie Saoudite

Membres

S.E.M. Fayçal Ali Al Mansouri

Etat des Emirats Arabes Unis

S.E Mme ATF Aljammoussi

République Tunisienne

S.E. M. Jamal Ibrahim Kassali

République Algérienne Démocratique et
Populaire

**S.E. Khaled Salah Eddine Mohamed
MOURAD**

République d'Irak

S.E. Dr. Abdul Aziz Ben Mohamed Al-Hinai

Sultanat d'Oman

S.E. M. Ahmed Saleh Al-Mohanadi

Etat de Qatar

S.E. M. Marwan Abdullah Al-Ghanem

Etat de Koweït

S.E. M. Abou Bakr Mohamed Aljefal*

Etat de Libye

S.E. tareq As-Sharawi

République Arabe d'Égypte

S.E. M. Elhassan Eddez

Royaume du Maroc

Directeur Général

S.E. Dr. Sidi Ould TAH

République Islamique de Mauritanie

* La représentation au conseil d'administration a été modifiée en 2021: L'Etat de Libye était représenté par S.E Mounir Mohamed Ibrahim jusqu'en mars 2021.







**Aperçu des activités de la Banque
(faits et chiffres)**



Introduction

Priorités et objectifs stratégiques pour les opérations

Au cours de l'année 2021, la Banque a poursuivi ses efforts pour l'atteinte des objectifs stratégiques de son huitième plan quinquennal (2020-2024) et partant, l'atteinte des objectifs de sa stratégie décennale. Pour atteindre cet objectif, certaines activités et objectifs du Département des Opérations ont été identifiés, guidés par les orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer le rôle de la Banque en tant que plate-forme de coopération économique arabo-africaine, tout en maintenant l'intégrité de sa situation financière et en assurant sa pérennité en tant qu'institution de financement du développement.
- Chercher à contribuer à répondre aux besoins de développement global des pays africains, conformément aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Agenda 2063 de l'Afrique, en coordination avec un certain nombre de partenaires stratégiques.
- Encourager le flux d'investissements arabes vers l'Afrique pour aider à réaliser le développement durable d'ici 2030.
- Fournir le soutien nécessaire au développement des capacités dans les pays africains, afin qu'ils puissent bénéficier des nouvelles technologies et accroître leurs capacités de mise en œuvre.
- Relever les plafonds des interventions de la Banque conformément aux dotations approuvées, tout en maintenant la qualité et la diversité de ses interventions et en augmentant leur efficacité.
- Continuer à contribuer à l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres.
- Renforcer la coordination avec les institutions de financement du développement, notamment les institutions du Groupe Arabe de Coordination, dans le domaine du financement conjoint des projets.

Financement de la Banque en 2021

En 2021, 8 opérations ont été approuvées au titre du pilier « investissement dans les infrastructures pour l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation ». Dans le secteur des transports, le projet d'extension de l'autoroute « Birtel Hardbage » en Gambie a été financé, qui vise à améliorer le transport routier et rehausser le niveau du réseau routier bitumé du pays. Il y a aussi le projet de programme routier d'urgence au Sénégal, qui contribue à désenclaver le centre et le nord du pays et à les relier aux principales routes nationales, et le projet d'urgence pour l'aménagement du réseau routier urbain dans la ville de Bissau et sa banlieue, en Guinée-Bissau, dans le but d'améliorer la circulation et la fluidité du trafic. L'année a également vu le retour des relations de coopération économique avec l'Erythrée, après une interruption de plus de dix ans, à travers le projet de programme urgent de production d'électricité, qui vise à améliorer la capacité de production des centrales de « Belisa et Hargego ». Ceci s'ajoute au projet de développement

d'un système d'adduction d'eau dans la région de « Bota Puti » au Lesotho afin de fournir des services d'alimentation en eau potable à la population et de répondre à la demande croissante du secteur industriel en eau.

Par ailleurs, la Banque a financé le projet de développement de la zone industrielle de « Maluko » au Congo, qui vise à améliorer l'attractivité du pays pour les investissements dans le secteur industriel, et le projet « Kigali » pour l'innovation au Rwanda, visant à accélérer la transformation du pays en une économie basée sur la connaissance, et le projet de construction de 20 000 logements Socio-économiques au Bénin pour permettre à un grand nombre de familles à revenus faibles et moyens d'obtenir un logement décent à Cotonou.

S'agissant des deux piliers « Développement du secteur privé et du commerce » et « Promotion de l'entrepreneuriat et des petites et micro entreprises »,

la Banque a financé 11 opérations, dont un financement au profit du Cameroun pour lutter contre le Covid-19, à travers le renforcement de la résilience des micro, petites et moyennes entreprises. Un financement au profit du Nigeria pour soutenir les institutions du secteur privé et les institutions financières travaillant dans les domaines de l'industrie agricole et de l'énergie. Les banques commerciales au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Kenya en ont également bénéficié pour leur permettre de soutenir le secteur privé et stimuler la croissance économique. La Guinée a bénéficié de financements pour l'extraction et l'exportation de bauxite, ce qui contribue à augmenter le revenu national et à offrir des opportunités d'emploi.

Au niveau régional, un prêt a été accordé à une institution de financement du développement en Afrique centrale pour aider à fournir des produits pétroliers aux États membres. Dans le cadre du développement des échanges, la Banque a mis en place une ligne de financement pour la réalisation de la première opération au Soudan du Sud: l'importation de biens et services pour l'alimentation d'une centrale électrique, en complément du financement en numéraire de crédits documentaires émis par une banque commerciale dans la région de l'Afrique de l'Est dans le but de fournir des biens stratégiques, et de consolider les documents émis par une banque commerciale au Burkina Faso pour aider à fournir

des produits pétroliers. Au niveau du commerce régional, une ligne de financement a été accordée à une institution financière de développement régional, dans le but de soutenir les secteurs productifs et de services dans les États membres.

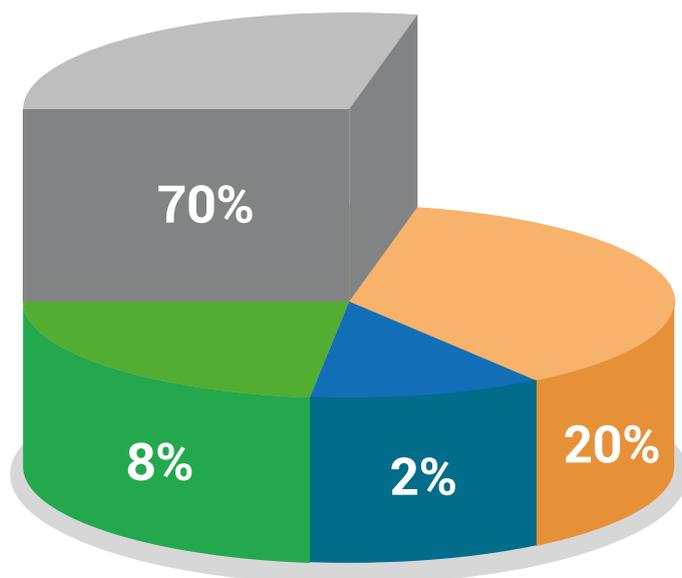
Le pilier développement des chaînes de valeur agricoles a bénéficié d'une partie des financements de l'année comprenant deux opérations : la première pour un groupement d'exportateurs de noix de cajou en Côte d'Ivoire, afin de permettre aux exportateurs africains et petits agriculteurs d'accéder aux marchés internationaux, et la seconde pour une institution gouvernementale en Afrique de l'Ouest pour financer la filière cacao, ce qui soutient son économie grâce à l'accès au cash de l'étranger.

Dans le domaine de l'appui au développement des capacités, qui concerne tous les piliers stratégiques, la Banque a financé 40 opérations qui comprenaient l'organisation et le parrainage d'un certain nombre d'activités et d'événements qui soutiennent les échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine, les investissements dans les secteurs public et privé, et la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat. Cela comprenait également le financement de programmes de formation pour les cadres africains dans diverses disciplines et l'envoi d'experts arabes dans les pays africains pour les faire bénéficier de leur expertise.

Engagements nets des prêts pour les projets (1975 – 2020) et leur répartition par piliers stratégiques

Le total cumulé des engagements de la Banque au cours de la période 1975 - 2020 s'est élevé à environ 8 748 millions de dollars, (comprenant les secteurs publics et privés et les subventions). La répartition de ces engagements est détaillée comme suit :

Financements de la banque 1975-2021



6100 millions de dollars
(727 projets du secteur public)

686 millions de dollars
(41 opérations du secteur privé)

1734 millions de dollars
(48 opérations de financement du commerce)

219,9 millions de dollars
(891 opérations de renforcement des capacités)

Total des financements en 2021 et leur répartition selon les fenêtres de financement et les piliers stratégiques

Au cours de l'année 2021, la Banque a financé 61 opérations de développement qui ont bénéficié à plus de 20 pays africains, pour un montant total d'environ 820,1 millions de dollars, comme détaillé dans les figures suivantes :

Répartition des financements de la Banque en 2021 selon les fenêtres de financement



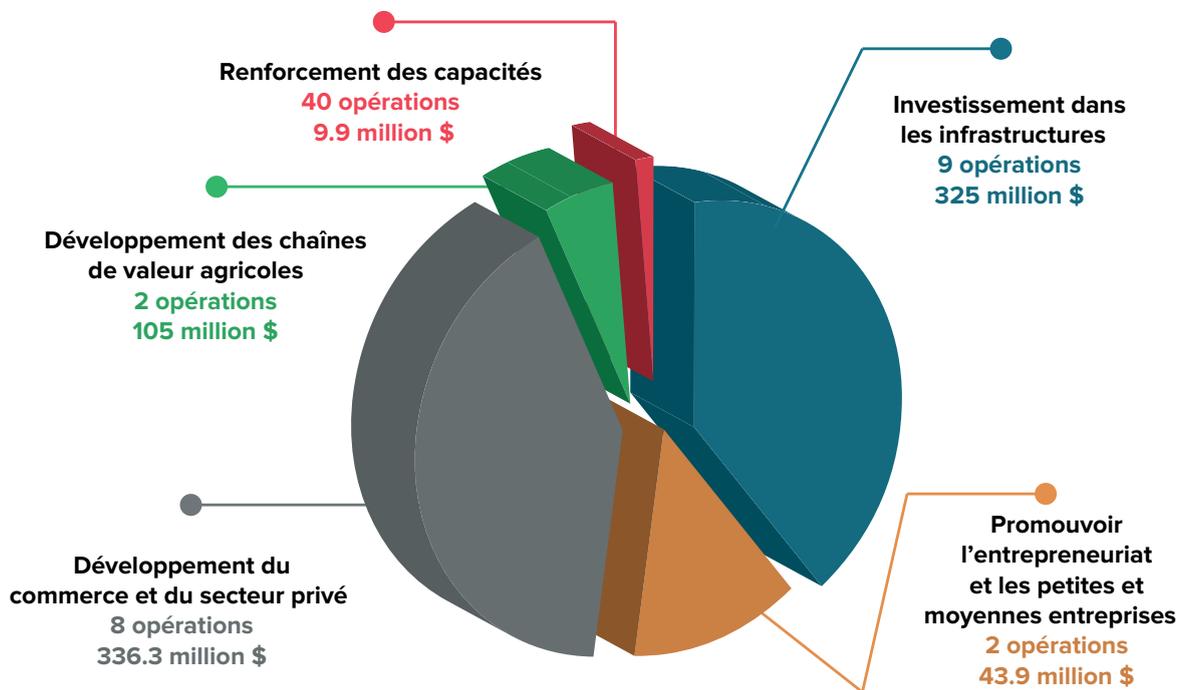
Renforcement des capacités
9.9 millions \$

Le secteur privé
154.8 millions \$

Le Secteur public
318.9 millions \$

Financement du commerce
336.5 millions \$

Répartition des financements de la Banque en 2021 selon les fenêtres de financement



* Comprend les opérations qui soutiennent la réalisation d'autres piliers stratégiques

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Les principaux indicateurs financiers pour les années (2019 - 2020 - 2021)		2019	2020	2021
	Prêts au titre des projets du secteur public	240.0	300.0	318.9
	Prêts au titre des opérations du secteur privé	100.0	95.5	154.8
	Lignes de financement pour le commerce	250.0	375.1	336.5
	Subventions pour le renforcement des capacités	9.9	9.8	9.9
	Total des engagements	599.9	780.4	820.1
	Coûts totaux des projets du secteur public que la Banque a contribué à financer	515.7	529.1	783.2
	Actifs nets	5133.3	5376.3	5513.7
	Revenu total	391.1	282.0	194.2
	Revenu net	321.9	275.1	174.9

* Le dollar dans ce rapport est le dollar américain



Aperçu sur les évolutions économiques internationales et africaines en 2021²

La croissance de l'économie mondiale

Après la contraction sans précédent en 2020, due à la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale a commencé à se redresser en 2021, enregistrant - selon les dernières prévisions émises par le Fonds monétaire international - un taux de croissance de pas moins de 5,9 %, soit un des taux les plus élevés enregistrés depuis le début de la publication des statistiques internationales. Cette reprise est due à la diffusion des vaccins contre le virus et d'un début d'adaptation des activités économiques avec la pandémie, et à la poursuite des politiques gouvernementales de soutien à l'économie. Cependant, ce taux cache des disparités importantes entre les économies avancées et en développement. Alors que la proportion de la population entièrement vaccinée dans les économies avancées a atteint 60 %, la proportion de la population qui n'a pas reçu le vaccin dépasse toujours 96 % dans les économies en développement, et les politiques expansionnistes soutenant l'économie aux niveaux fiscal et monétaire ont été limitées dans les pays en développement par rapport aux pays développés, en raison des ressources limitées et des craintes suscitées par la hausse circonstancielle des taux d'inflation.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international prévoit que le taux de croissance atteindra 3,7 % en 2021, en raison de la reprise du commerce international, de la hausse des prix mondiaux des exportations de matières premières de la région et de la hausse des rendements agricoles dans certains pays. Bien que ce pourcentage soit le plus élevé de la région depuis 2014, il n'a réussi à augmenter le revenu par habitant que de 1,2 %, et il est inférieur au taux enregistré au niveau mondial en raison de la faible propagation des vaccinations et de la faiblesse des politiques gouvernementales de soutien à l'économie. La proportion de la population

entièrement vaccinée dans la région ne dépassait pas 2,5% au début du mois d'octobre 2021, et seuls 12 pays sur 44 ont pu enregistrer une proportion de la population entièrement vaccinée dépassant 10%, ce qui affecte négativement la croissance économique.

Le taux de croissance a atteint 5 % en Afrique du Sud, en raison de la reprise des exportations et de la demande intérieure grâce aux campagnes de vaccination et au soutien financier apporté par le gouvernement aux classes vulnérables, et 2,6 % au Nigeria en raison de la hausse des prix internationaux du exportations de pétrole, tandis que l'économie angolaise a poursuivi sa contraction pour la sixième année consécutive de 0,6 % en raison de la baisse de la production pétrolière due à l'atteinte par un certain nombre de gisements de leur niveau de production maximum et aux difficultés techniques rencontrées dans le processus de production, et le taux de croissance n'a pas dépassé 2 % en Éthiopie. Quant aux pays dont l'économie dépend du secteur du tourisme, ils sont toujours confrontés à de grandes difficultés dues à la stagnation de ce secteur. Ainsi, le taux de croissance n'a pas dépassé 4% au Cap-Vert et 5% à Maurice. Au Sénégal, le taux de croissance s'est accéléré à 4,7% grâce à la reprise des secteurs industriels et des services, et il s'est accéléré au Niger à 5,3% grâce à la reprise des activités commerciales. Le Mali a enregistré une croissance de 4%, tandis que le taux de croissance n'a pas dépassé 0,9% au Tchad en raison de la baisse de la production pétrolière et de la lenteur de la reprise des autres secteurs économiques.

Le taux de croissance dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a atteint 3,6 %, suite à l'assouplissement des mesures de confinement, ce qui a conduit à la reprise de la demande intérieure d'investissement, mais le revenu

¹ Référence : les rapports du Groupe Banque Mondiale pour l'année 2021



par habitant dans la région a encore diminué d'environ 2,1 % par rapport à ce qu'il était avant le début de la pandémie en 2019. Dans la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale, le taux de croissance a atteint 1,9 % en 2021 du fait que le secteur pétrolier a poursuivi sa contraction à environ 3,4 % en

raison de la baisse de la production. Cela a entraîné une baisse du revenu par habitant dans la région en 2021 pour la deuxième année consécutive. On estime que le revenu par habitant est inférieur d'environ 5,5 % à ce qu'il était avant le début de la pandémie.

Inflation, emploi et chômage

a) l'inflation

La reprise économique - après la levée des mesures de confinement - a contribué à une hausse de la demande mondiale dans de nombreux pays, mais l'offre n'a pas pu suivre le rythme de la demande en raison des perturbations enregistrées au niveau des chaînes de production mondiales. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a entraîné une hausse du taux d'inflation mondial à 4,8 %, soit le taux le plus élevé enregistré depuis 2007. Les prix des matières premières ont augmenté en raison de la reprise de la demande mondiale, les prix du pétrole ayant augmenté d'environ 50% en 2021 par rapport à 2020. Les prix des matières premières non pétrolières, telles que les minéraux et les productions agricoles, ont augmenté d'environ 30%.

En Afrique subsaharienne, le taux d'inflation a légèrement baissé à 10,1 %. Cela est dû à la poursuite de la hausse des prix des denrées alimentaires en raison de facteurs internes tels que les perturbations qui ont accompagné la pandémie au niveau des circuits de distribution, et de facteurs externes résultant de la hausse du prix mondial des produits

agricoles d'environ 30%. On estime que la hausse des prix alimentaires a contribué à une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans la région d'environ 20% en un an, pour atteindre 264 millions de personnes.

b) Emploi et chômage

Les statistiques publiées par l'Organisation Internationale du Travail indiquent que le nombre d'heures de travail enregistrées dans le monde a diminué de 4,3 % en 2021 par rapport à 2019, en raison de la pandémie de Covid-19. Cela équivaut à la perte de 151 millions d'emplois à temps plein. Cependant, il y a des signes de reprise car environ la moitié des heures de travail perdues en 2020 ont été récupérées. Parmi les régions affectées par la perte d'emplois, la région de l'Afrique subsaharienne où le taux d'emplois récupérés n'a pas dépassé les 28% en 2021 par rapport à ceux qu'on a perdus en 2020. Sur les 27,7 millions d'emplois perdus, seuls 7,9 millions ont été restaurés. Le pourcentage d'emplois recouverts a atteint 26 % en Afrique de l'Est et 30 % en Afrique de l'Ouest, 31% en Afrique centrale et 25% en Afrique australe.

Le commerce mondial

Grâce à la reprise de l'économie mondiale, le volume des échanges commerciaux mondiaux a augmenté d'environ 9,7% en 2021, ce qui est le plus fort taux de croissance atteint depuis 2010. Cependant, ce taux cache des disparités importantes entre les pays : Alors que le volume des exportations des pays asiatiques émergents et en développement a augmenté d'environ 13% par rapport à 2019, les exportations du Moyen-Orient et de l'Asie centrale

restent de 8% en dessous de leur niveau, et les exportations de l'Afrique subsaharienne sont inférieures de plus de 5% à leur niveau. Il est clair que la pandémie a contribué à la concentration des échanges commerciaux internationaux autour du continent asiatique. Les exportations de l'Afrique subsaharienne n'ont augmenté que de 4.8% environ, alors que ses importations ont atteint 4.9%.

La Dette extérieure et pays pauvres très endettés

a) Dette extérieure

Selon les statistiques de la Banque mondiale, la dette extérieure des pays d'Afrique subsaharienne s'élevait à environ 702 milliards de dollars en 2020, ce qui constitue une augmentation de 5,5% par rapport à 2019. Ainsi, la dette extérieure s'est élevée à environ 43% du PIB. En termes de composition, 84% de la dette totale était sous forme de prêts à long terme et 10% sous forme de prêts à court terme, tandis que les prêts du Fonds Monétaire International représentaient 6% de la dette totale.

Il convient de noter que 29 pays d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de "l'initiative du G20" pour effacer le service de la dette jusqu'à la fin de 2021, dont l'Angola et le Mozambique, où le volume du service de la dette que ces pays ont réussi à éviter a dépassé environ 3 % de leur PIB. Tous les pays de la région - comme le reste du monde - ont également bénéficié des droits de tirage spéciaux émis par le Fonds Monétaire International en août 2021, mais leur part n'a pas dépassé 23 milliards de

dollars, contre une émission mondiale de 650 milliards de dollars. Le Fonds a autorisé les pays riches à transférer une partie de leurs droits de tirage vers les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne. Aussi, les droits de tirage obtenus par certains pays de la région, comme le Burundi, le Libéria, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et la Zambie, dépassent 5% de leur PIB.

b) Pays pauvres très endettés

Le nombre de pays ayant bénéficié de l'initiative PPTE s'élève à 37, dont 28 pays africains, bénéficiant de l'aide de la Banque. Tous ces pays, à l'exception de la Somalie, ont atteint le point final de l'initiative. Le coût total de l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative s'est élevé à 76,3 milliards de dollars, dont 64,7 milliards de dollars pour les pays africains bénéficiant de l'aide de la BADEA. La contribution de la Banque à cette initiative jusqu'à fin 2021 s'est élevée à environ 258,8 millions de dollars au profit de 29 pays africains.

Perspectives de l'économie mondiale pour 2022

Le Fonds monétaire international prévoit que le taux de croissance au niveau mondial ralentira légèrement à 4,9 % en 2022, en raison de l'atténuation progressive des effets de la lutte contre le ralentissement de l'économie mondiale en 2020, mais ce pourcentage cache des disparités importantes. On s'attend à ce que les économies avancées réussissent en 2022 - grâce à une croissance rapide - à atteindre les mêmes taux de production que ceux qui étaient attendus l'année précédant la pandémie. Il n'est pas prévu que les économies en développement et émergentes soient en mesure de compenser le retard de leur croissance causé par la pandémie à moyen terme, leur PIB en 2024 sera inférieur à ce qui était prévu au cours de l'année précédant la pandémie d'environ 5,5 %.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait légèrement s'accélérer pour atteindre 3,8 % en 2022 grâce à la hausse des prix mondiaux des exportations de matières premières et à la reprise de la demande intérieure et de l'investissement, mais le revenu par habitant restera inférieur à ce qu'il était avant la pandémie d'environ 2 %. Le taux de croissance ne devrait pas dépasser 2,2% en Afrique du Sud, en raison de la lenteur des réformes structurelles, et atteindre 2,4% en Angola grâce à la reprise des secteurs agricole

et commercial, et atteindre 2,7% au Nigeria. On s'attend également à ce que les taux de croissance les plus élevés soient atteints dans les pays dont l'économie dépend du tourisme en raison du retour de cette activité, comme le Cap-Vert, dont le taux de croissance devrait atteindre 6,5%, et les Seychelles, dont il est prévu que le taux de croissance atteigne 7,7 %. Les taux de croissance prévus restent étroitement liés à l'avancement des campagnes de vaccination contre le Covid-19, et à l'évolution des conditions de financement et des flux de trésorerie externes compte tenu de la diminution des politiques monétaires expansionnistes actuellement menées dans les économies avancées.

الزراعة
والرياح



Chapitre 1

Activités et opérations de la banque



Priorités et objectifs stratégiques pour les opérations

Au cours de l'année 2021, la Banque a poursuivi ses efforts pour l'atteinte des objectifs stratégiques de son huitième plan quinquennal (2020-2024) et partant, l'atteinte des objectifs de sa stratégie décennale. Pour atteindre cet objectif, certaines activités et objectifs du Département des Opérations ont été identifiés, guidés par les orientations stratégiques suivantes :



Renforcer le rôle de la Banque en tant que plate-forme de coopération économique arabo-africaine, tout en maintenant l'intégrité de sa situation financière et en assurant sa pérennité en tant qu'institution de financement du développement.



Fournir le soutien nécessaire au renforcement des capacités dans les pays bénéficiaires, afin qu'ils puissent bénéficier des nouvelles technologies et accroître leurs capacités de mise en œuvre.



Chercher à contribuer à répondre aux besoins de développement global des pays africains, conformément aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Agenda 2063 de l'Afrique, en coordination avec un certain nombre de partenaires stratégiques.



Relever les plafonds des interventions de la Banque conformément aux dotations approuvées, tout en maintenant la qualité et la diversité de ses interventions et en augmentant leur efficacité.



Encourager le flux d'investissements arabes vers l'Afrique pour aider à réaliser le développement durable d'ici 2030.



Renforcer la coordination avec les institutions de financement du développement, notamment les institutions du Groupe Arabe de Coordination, dans le domaine du financement conjoint des projets.



Continuer à contribuer à l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres.

Opérations achevées en 2021

En 2021, la mise en œuvre de 10 projets de développement a été achevée dans le cadre des piliers d'investissement dans les infrastructures et le développement des chaînes de valeur agricoles, auxquels la Banque a contribué à hauteur de 92,93 millions de dollars et a bénéficié à 7 pays africains. En

outre, 33 opérations de renforcement des capacités ont été réalisées pour un coût de 8,8 millions de dollars, dont 8 études de faisabilité (2,2 millions de dollars) et 25 opérations d'appui institutionnel (6,6 millions de dollars).

Signature et exécution des accords de prêt en 2021

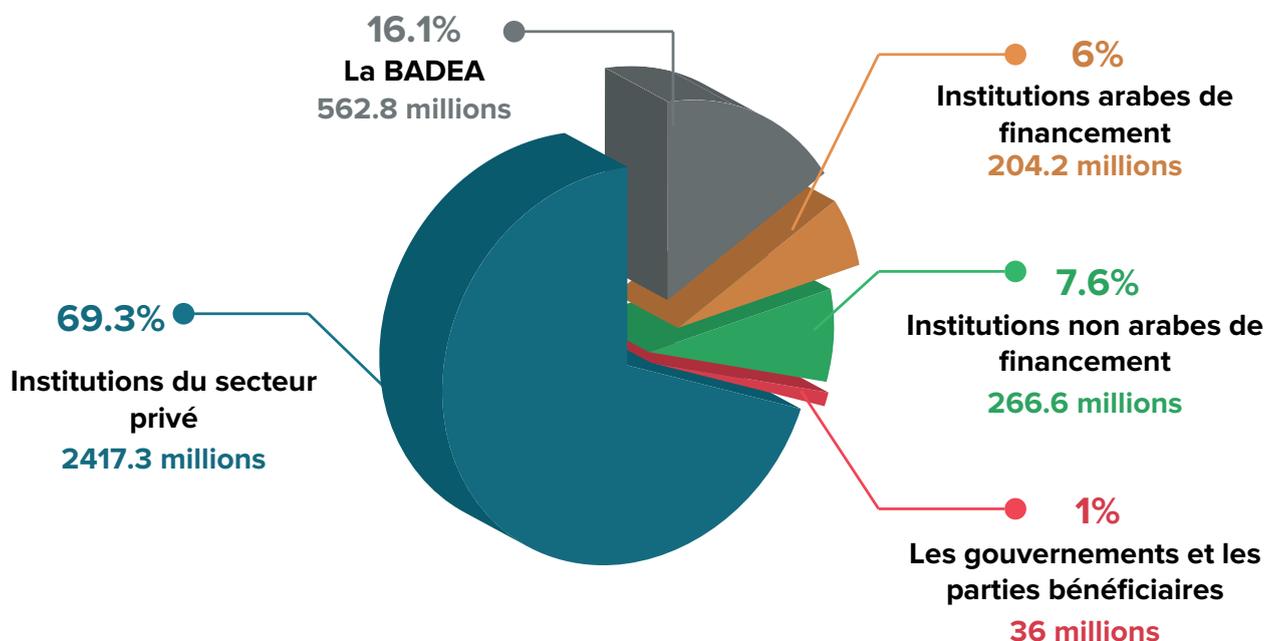
Au cours de l'année 2021, 24 accords de prêt ont été signés avec 13 états africains et 10 institutions financières locales et régionales, pour un total de prêts accordés s'élevant à 681,5 millions de dollars et 115 millions d'euros. Il a également été annoncé

que 28 accords de prêt avec 17 pays africains et 9 institutions régionales étaient entrés en vigueur, pour un montant total de 613,88 millions de dollars et 65 millions d'euros.

Co-financement en 2021

La Banque cherche à se coordonner avec les institutions de financement, notamment arabes, pour le financement conjoint de projets et d'opérations à coûts élevés. Dans le domaine du financement des secteurs public et privé, la Banque a participé en 2021 avec certaines institutions au financement à 13 opérations pour un coût total d'environ 3 486 millions de dollars.

Co-financement au cours de l'année 2021





Projets du secteur public

Les engagements de financement du secteur public se sont élevés à environ 6,1 milliards de dollars, consacrés au financement de 727 projets de développement, couvrant les sous-secteurs des infrastructures comme le transport, l'éducation, la santé, l'énergie, l'industrie, les projets d'adduction d'eau et d'assainissement, comme les secteurs des chaînes de valeur agricoles et aussi l'appui au secteur des petites et moyennes

entreprises et l'entrepreneuriat. Le total net de ces prêts a atteint environ 5,3 milliards de dollars.

En ajoutant les engagements de prêt du Fonds de prêt FAASA (*) d'un montant de 214,2 millions de dollars et l'aide urgente de 12,6 millions de dollars, les prêts nets de projets s'élevaient à environ 5,5 milliards de dollars.

Opérations du secteur privé et commerce

Dans le but d'encadrer le rôle du secteur privé et du commerce, la Banque s'est intéressée à accroître les ressources financières qui leur sont allouées depuis le début de son septième plan quinquennal en 2015. Ainsi a été décidé le programme des exportations arabes vers les états de l'Afrique sub-saharienne et le programme du Commerce africain.

La Banque contribue au financement des opérations du secteur privé, dans les états bénéficiaires, de façon directe, à travers l'octroi de prêts aux projets du secteur privé et les projets de partenariat entre les secteurs public et privé et les institutions publiques à caractère commercial, ou de façon indirecte, par le biais de prêts aux banques commerciales locales et régionales et aux institutions de financement

du développement national et régional des pays bénéficiaires, afin de les rétrocéder au profit de sous-projets du secteur privé. La Banque contribue également au financement des opérations du commerce à travers des lignes de financement au profit des états bénéficiaires, des institutions gouvernementales et les institutions financières et les sociétés du secteur privé.

Le financement total au cours de la période 2015-2021 s'est élevé à environ 2 429 millions de dollars -dans le cadre des deux programmes - dont 686 millions de dollars pour le financement de 41 opérations du secteur privé et 1 743 millions de dollars pour le financement de 48 opérations commerciales.

Opérations de renforcement des capacités

Il a été procédé au financement du renforcement des capacités au profit des pays africains, et ce financement -non remboursable- couvre la préparation d'études de faisabilité technique et économique pour des projets de développement et des opérations d'appui institutionnel qui comprenaient l'organisation de sessions de formation et l'envoi d'experts, ainsi que des activités de soutien dans les domaines du renforcement de la coopération arabo-africaine et l'encouragement des investissements

et des échanges commerciaux, en plus de l'aide pour permettre aux états de faire face aux crises sanitaires d'urgence comme la pandémie de covid 19.

Au cours de la période 1975 - 2021, les allocations pour le renforcement des capacités se sont élevées à environ 219,9 millions de dollars, couvrant le financement de 891 opérations, comme détaillé dans la figure ci-dessous :

* Le Fonds arabe pour l'octroi de prêts aux pays africains (le Fonds de prêt) a été créé en 1973 et a commencé ses opérations en 1974 dans le but d'aider ces pays à obtenir un financement extérieur et à soutenir leur balance des paiements. La Ligue des États arabes l'a géré. Jusqu'à ce que sa gestion soit transférée à la Banque en 1976 et que ses ressources soient intégrées dans Le capital de la banque est créé en 1977 et son activité principale cesse.

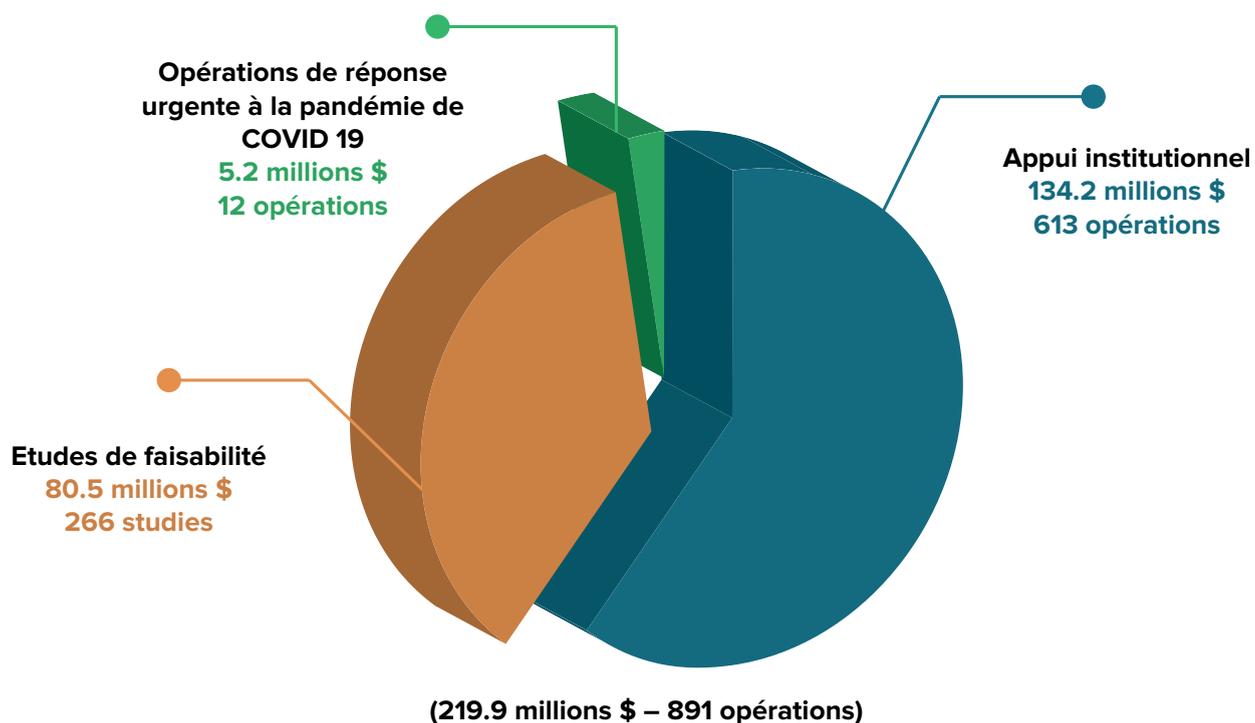
Contribution de la Banque à l'allégement de la dette (PPTE)

La Banque contribue à alléger le poids de ses prêts sur les pays bénéficiaires de son aide, par la méthode du rééchelonnement du paiement de leurs arriérés. Depuis 1997, la Banque participe à l'initiative visant à

résoudre le problème de la dette des pays pauvres très endettés, dans le cadre de laquelle elle a fourni, jusqu'à la fin de 2021, une aide d'environ 258,8 millions de dollars au profit de 29 pays africains.

Répartition des opérations de renforcement des capacités

1975-2021



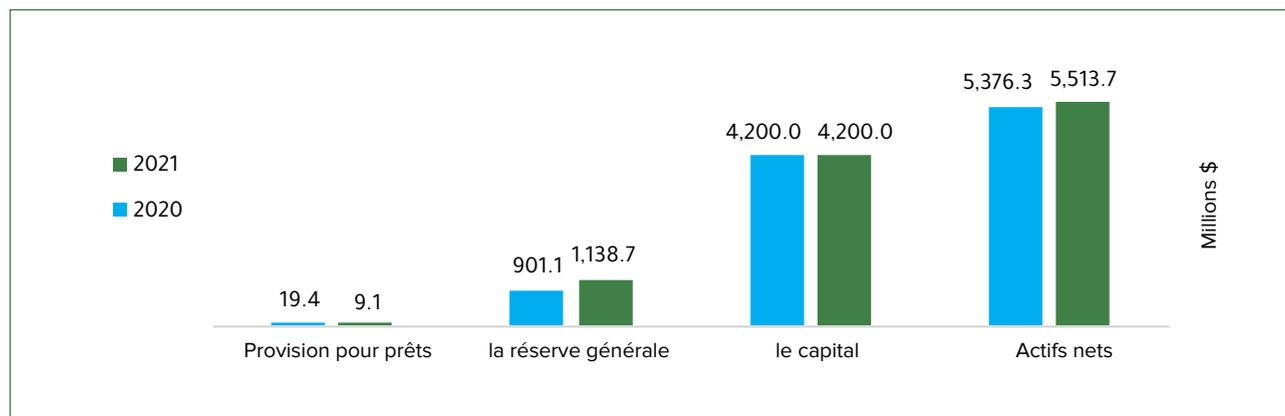


Chapitre 2

La performance financière



Situation financière au 31 décembre 2021



Actifs nets

Il est à noter qu'il y a eu une augmentation de l'actif net de la Banque à fin 2021 s'élevant à 137,4 millions de dollars, représentant le résultat net pour 2021 de 174,9 millions de dollars, après déduction des

subventions d'un montant de 37,5 millions de dollars qui ont été allouées conformément aux décisions du Conseil des Gouverneurs n° (2) (Résolution sans tenir de réunion) et n° (8) pour l'année 2020.

Capital social

Le capital s'élevait à 4 200,0 millions de dollars au 31 décembre 2021, soit le même montant qu'en

décembre 2020.

Réserve générale

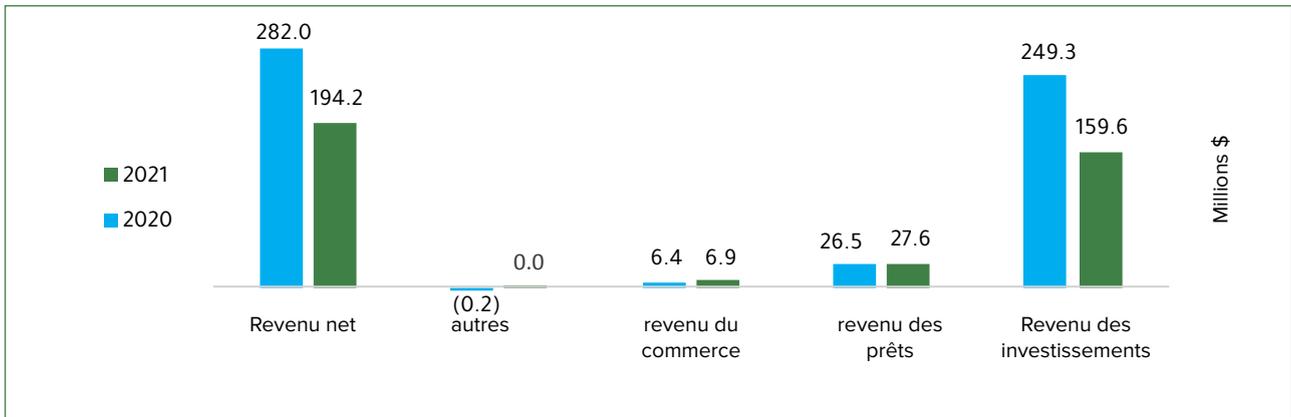
L'augmentation de la réserve générale au 31 décembre 2021 s'est élevée à environ 237,6 millions de dollars, soit le résultat net pour 2020 de 275,1 millions de dollars, moins 37,5 millions de dollars, la valeur des

subventions qui ont été allouées conformément aux décisions du Conseil des gouverneurs N° (2) (Résolution sans tenir de réunion) et n° (8) pour l'année 2020.

Provision pour prêts et financement du commerce

La provision pour prêts et financement du commerce a diminué à fin décembre **2021** de **9.1** millions de dollars par rapport à fin décembre 2020, ce qui montre l'amélioration de la qualité du portefeuille de la Banque

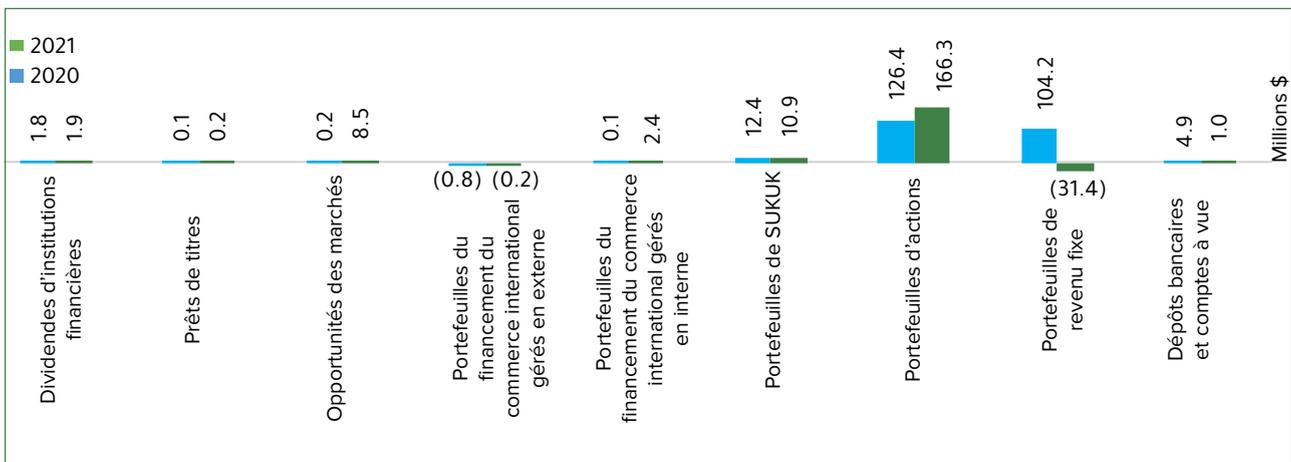
Revenu brut



Le revenu total de la Banque a diminué au cours de l'année 2021 d'un montant de 87,8 millions de dollars, et cette diminution est principalement due à une diminution des revenus de placements d'un montant

de 89,7 millions de dollars. Il convient également de noter qu'il y a eu une légère amélioration dans les revenus des prêts et du financement du commerce.

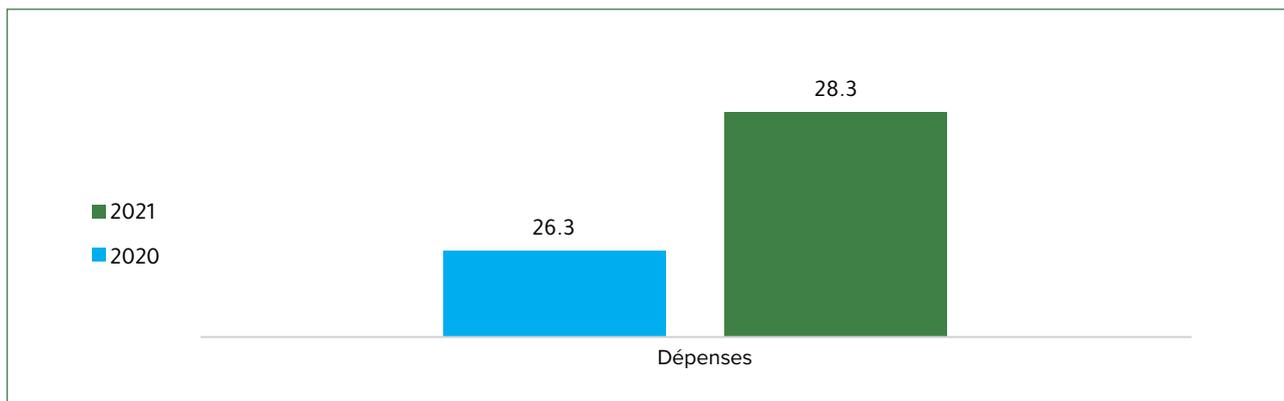
Composition du revenu des portefeuilles d'investissement



Le graphique ci-dessus montre une diminution des revenus des portefeuilles à revenu fixe de 135,6 millions de dollars, une diminution des revenus des dépôts auprès des banques et des comptes à vue de 3,9 millions de dollars et une diminution des revenus

des sukuk de 1,5 million de dollars. Cette baisse est principalement due à la baisse de la performance des portefeuilles de titres à revenu fixe en raison de l'impact négatif de la pandémie de Covid 19 sur la performance des marchés financiers mondiaux.

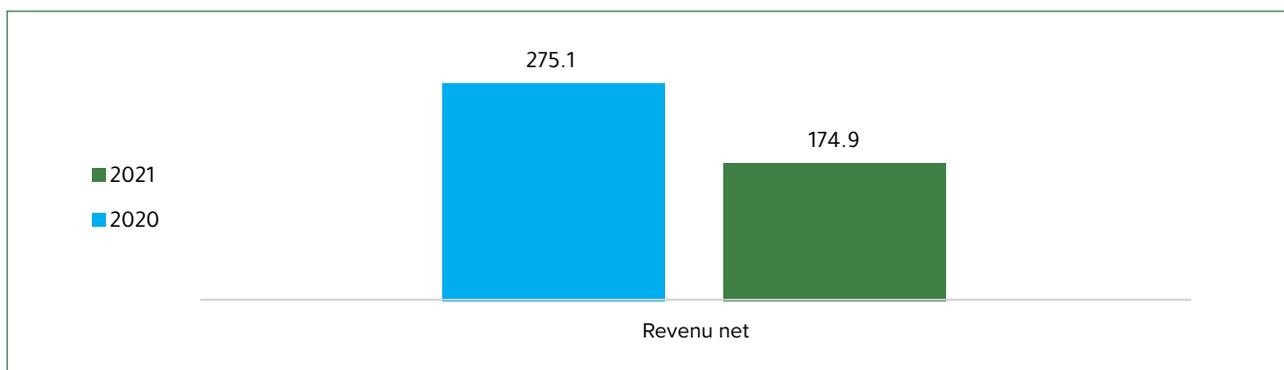
Dépenses



Le total des dépenses en 2021 était d'environ 28,3 millions de dollars, contre 26,3 millions de dollars en 2020. Les dépenses comprenaient des dépenses administratives de 21,8 millions de dollars et des

subventions pour l'assistance technique d'un montant de 6,5 millions de dollars, contre 19,7 millions de dollars et 6,6 millions de dollars en 2020.

Revenu net



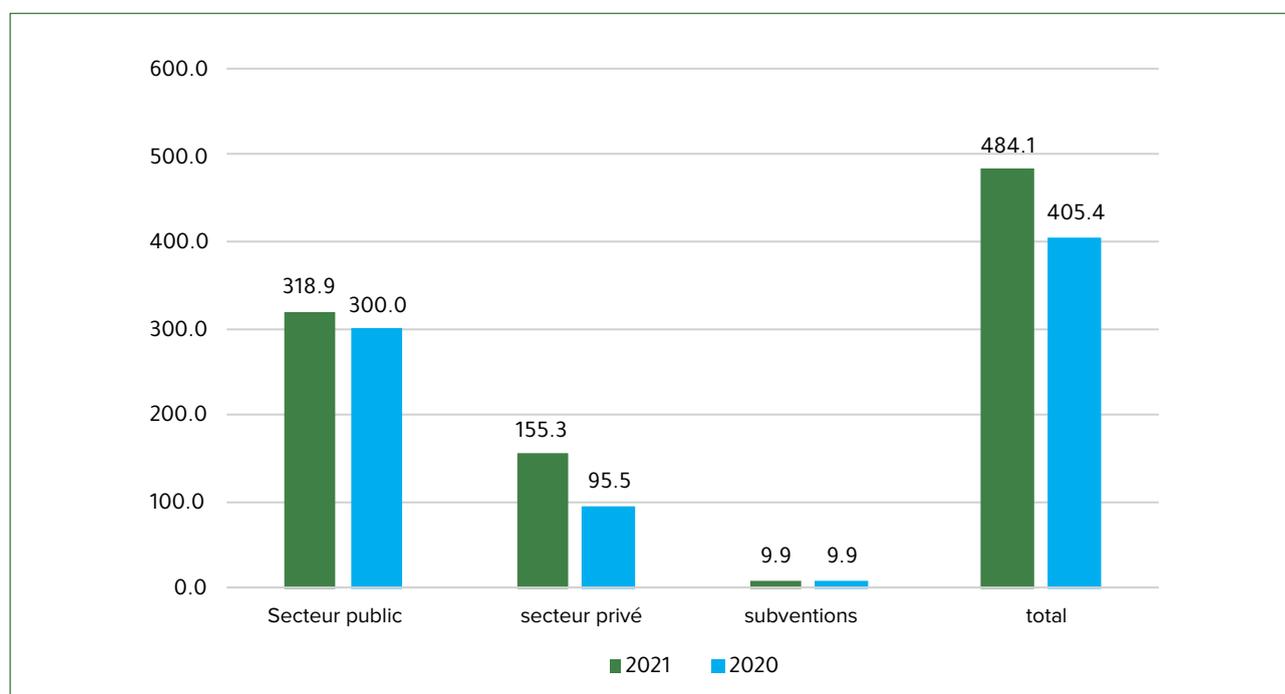
Pour les raisons citées plus haut, le revenu net a baissé d'environ **100.2** millions de dollars soit d'un taux de **36.4%**

Engagements financiers

Le total des engagements financiers de la Banque envers les pays bénéficiaires s'est élevé en 2021 à 484,1 millions de dollars, dont 318,9 millions de dollars ont été alloués au financement du secteur public, 155,3 millions de dollars au financement du secteur privé et 9,9 millions de dollars aux subventions,

comparativement au total des engagements en 2020, qui s'élevait à 405,4 millions de dollars, dont 300 millions de dollars ont été alloués au financement du secteur public, 95,5 millions de dollars au financement du secteur privé et 9,9 millions de dollars aux subventions.

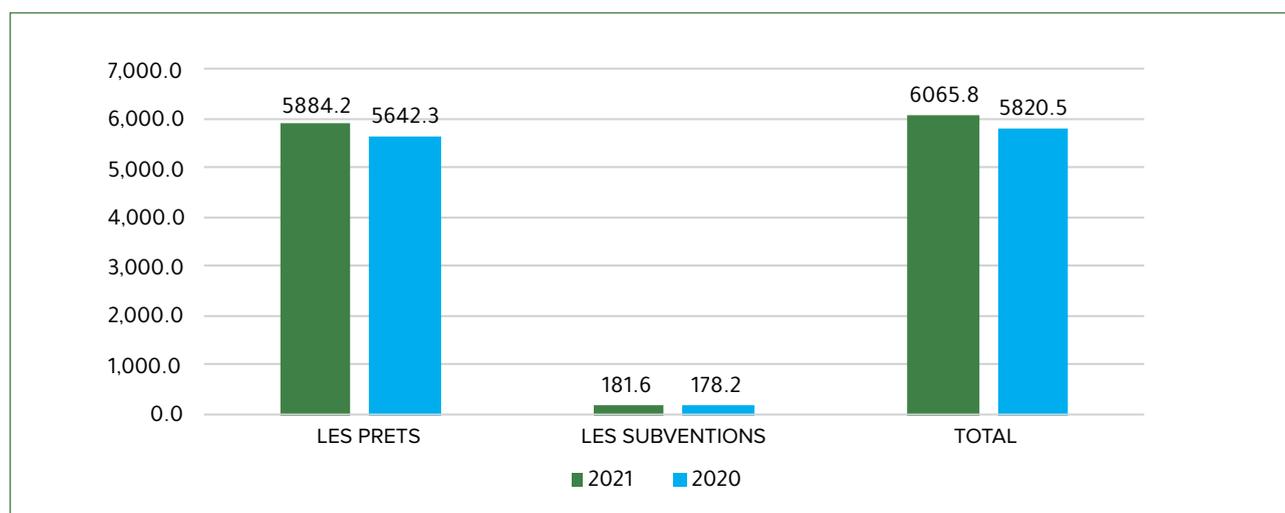
Répartition des engagements de prêts et de subventions en 2021 par rapport à l'année 2020 (en millions de dollars)



Quant au total cumulé des engagements nets à fin 2021, il s'élevait à 6 065,8 millions de dollars, dont 5 884,2 millions de dollars en prêts et 181,6 millions de dollars en subventions, comparativement à 5 820,5

millions de dollars en 2020, dont 5 642,3 millions de dollars en prêts et 178,2 millions de dollars en subventions.

Total cumulé des engagements nets à fin 2021 comparé à 2020 (en dollars américains)



Le total des engagements de financement du commerce de la Banque s'élevait à 1 536.6 millions

de dollars à la fin de 2021, contre un total de 1 343.2 millions de dollars à la fin de 2020.

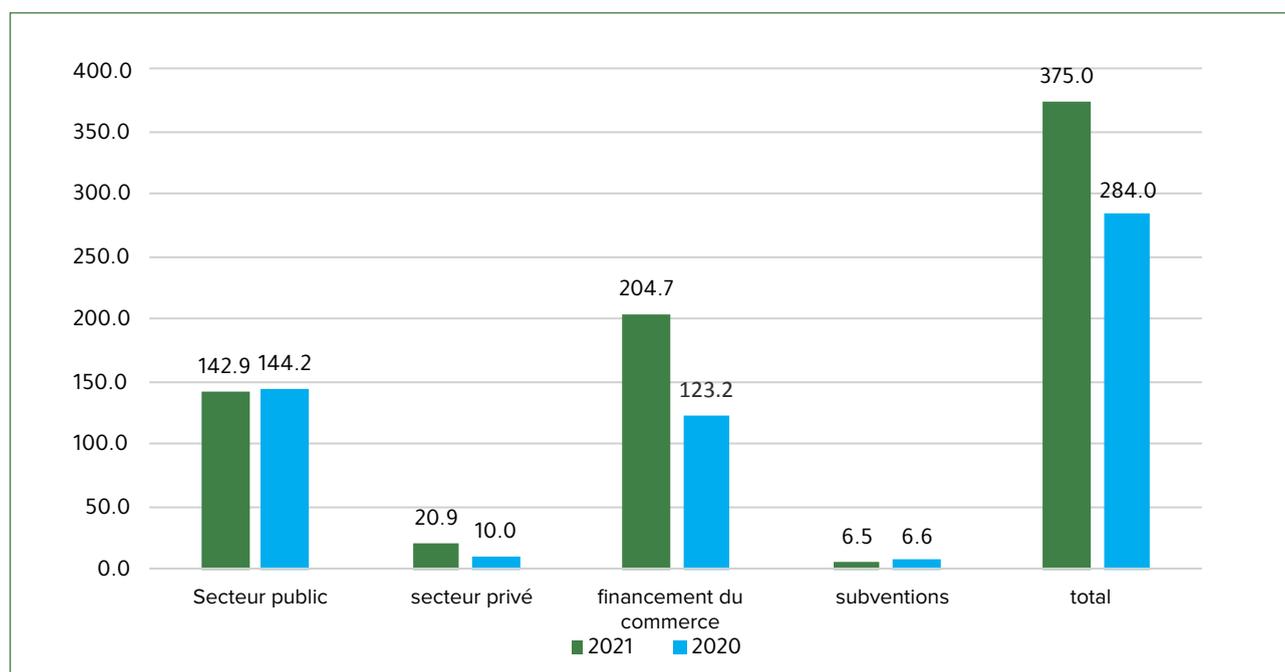
Retraits et remboursements

Au cours de 2021, les retraits sur les prêts du secteur public se sont élevés à 142,9 millions de dollars, comparativement à 144,2 millions de dollars en 2020, soit une diminution de 1,3 million de dollars, soit 0,9 %. Les retraits sur les prêts au secteur privé se sont élevés à 20,9 millions de dollars, contre 10 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 10,9 millions de dollars, soit 109 %. Les retraits des subventions se sont élevés à 6,5 millions de dollars au cours de 2021, comparativement à 6,6 millions de dollars au cours de l'année 2020 - une diminution de 0,1 million de dollars, représentant 1,5 %. Quant aux retraits sur les lignes de financement du commerce, ils se sont élevés à 204,7 millions de dollars en 2021, contre 123,2 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 81,5 millions de dollars, soit environ 66,2 %.

Cela porte le montant total retiré des prêts, des lignes de financement du commerce et des subventions en 2021 à 375 millions de dollars, contre 284 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 91 millions de dollars, ou 32 %.

Le graphique suivant montre l'état des retraits des prêts, des lignes de financement et des subventions en 2021 par rapport à 2020 :

Situation des retraits des prêts et subventions en 2021 comparativement à 2020 (en dollars américains)



Secteur public secteur privé financement du commerce subventions total

Le total des retraits cumulés des prêts à la fin de 2021 s'élevait à 3 772.5 millions de dollars contre 3 608.7 millions de dollars à la fin de 2020. En ajoutant les lignes de financement du commerce et les subventions, le total des retraits cumulés à la fin de 2021 s'élevait à 4 407.7³ millions de dollars contre 4 032.7⁴ millions de dollars fin 2020. Ainsi, le ratio du retrait cumulé sur les engagements cumulés nets de prêts et subventions à fin 2021 était d'environ 62%, contre environ 64% fin 2020, et en ajoutant des lignes de financement du commerce, le ratio serait d'environ 56 % en 2021, inchangé par rapport à 2020.

En ce qui concerne le remboursement, le total des échéances des prêts au secteur public payés en 2021 s'est élevé à 71,6 millions de dollars, contre 62,6 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 9 millions de dollars, ou 14,4 %. Les montants totaux remboursés à partir des intérêts sur les prêts du secteur public en 2021 se sont élevés à 22,8 millions de dollars, contre 20,2 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 2,6 millions de dollars, ou 12,9 %.

Quant au secteur privé, les versements de prêts remboursés en 2021 se sont élevés à 15,6 millions

de dollars, contre 12,5 millions de dollars en 2020 - une augmentation de 3,1 millions de dollars ou 24,8 %, tandis que les montants totaux remboursés à partir des intérêts et des frais pour les prêts du secteur privé en 2021 se sont élevés à 5,1 millions de dollars, 7,5 millions de dollars au cours de l'année 2020 - une diminution de 2,4 millions de dollars, soit 32%.

En ce qui concerne les lignes de financement du commerce, les montants totaux payés sur le principal en 2021 se sont élevés à 145,2 millions de dollars, contre 64,9 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 80,3 millions de dollars, soit 123,7 %. Les montants totaux payés en intérêts et frais en 2021 se sont élevés à 6,5 millions de dollars, comparativement à 4,9 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 1,6 million de dollars, soit 32,7 %.

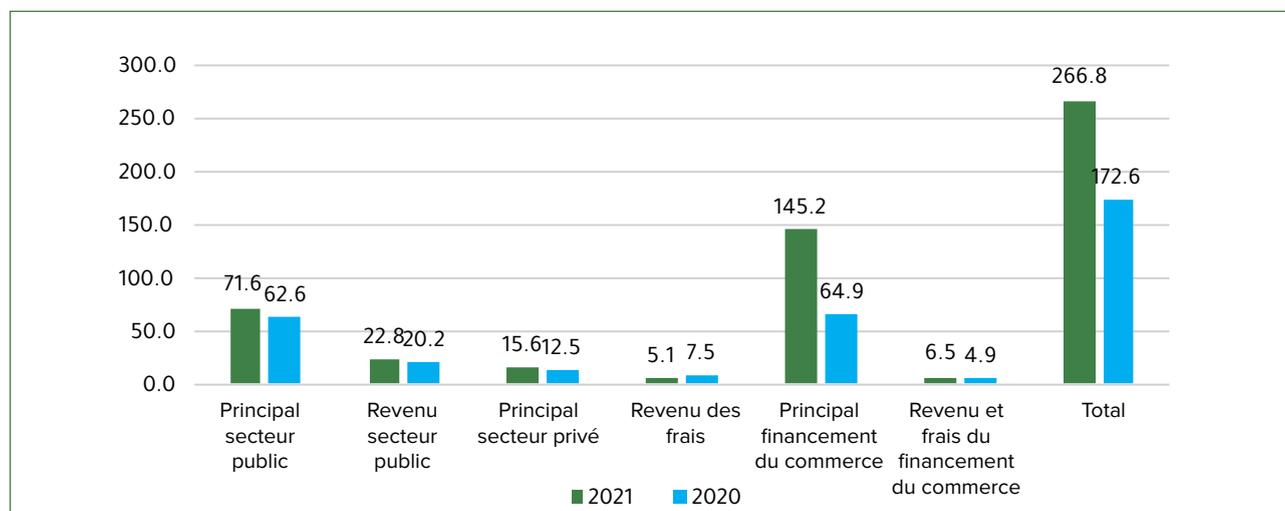
Cela porte le total des remboursements du principal, des intérêts et des frais pour les prêts et les lignes de financement du commerce en 2021 à 266,8 millions de dollars, contre 172,6 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 94,2 millions de dollars, ou 54,6 %.

Le graphique suivant montre l'état de recouvrement du principal des prêts, des intérêts et des frais payés en 2021 par rapport à 2020 :

³ Comprend les retraits des subventions déduits des revenus qui s'élevaient à 146.2 millions de dollars fin 2021

⁴ Comprend les retraits des subventions déduits des revenus qui s'élevaient à 139.7 millions de dollars fin 2020

Etat de recouvrement en 2021 par rapport à 2020 (en millions de dollars)



Le total cumulé du recouvrement par la Banque des remboursements du principal des prêts et des lignes de financement du commerce à la fin de 2021 s'élevait à 2 063.2 millions de dollars contre 1 830.8 millions de

dollars à la fin de 2020, alors que le total cumulé des intérêts et des frais payés à la fin de 2021 s'élevait à 684.8 millions de dollars contre 650.4 millions de dollars à la fin de l'année 2020.

Conclusion

Il ressort de ce qui précède que la Banque a poursuivi son approche de maintien d'une situation financière saine, son actif net ayant augmenté en 2021 d'un montant de 137,4 millions de dollars par rapport à 2020, en raison de l'augmentation de ses différents revenus, et de continuer à maîtriser les dépenses administratives conformément à la politique de rationalisation menée sans préjudice de

la pleine réalisation des objectifs et des programmes prévus. Il est à noter que le bénéfice net est passé de 275.1 millions de dollars à la fin de 2020 à 174.9 millions de dollars à la fin de 2021, et cette baisse est principalement due à la baisse des revenus des portefeuilles de titres à revenu fixe. A noter une légère amélioration des revenus des prêts et du financement du commerce.

Pour obtenir les états de clôture de l'exercice se terminant le 31/12/2021, prière visiter le site www.badea.org

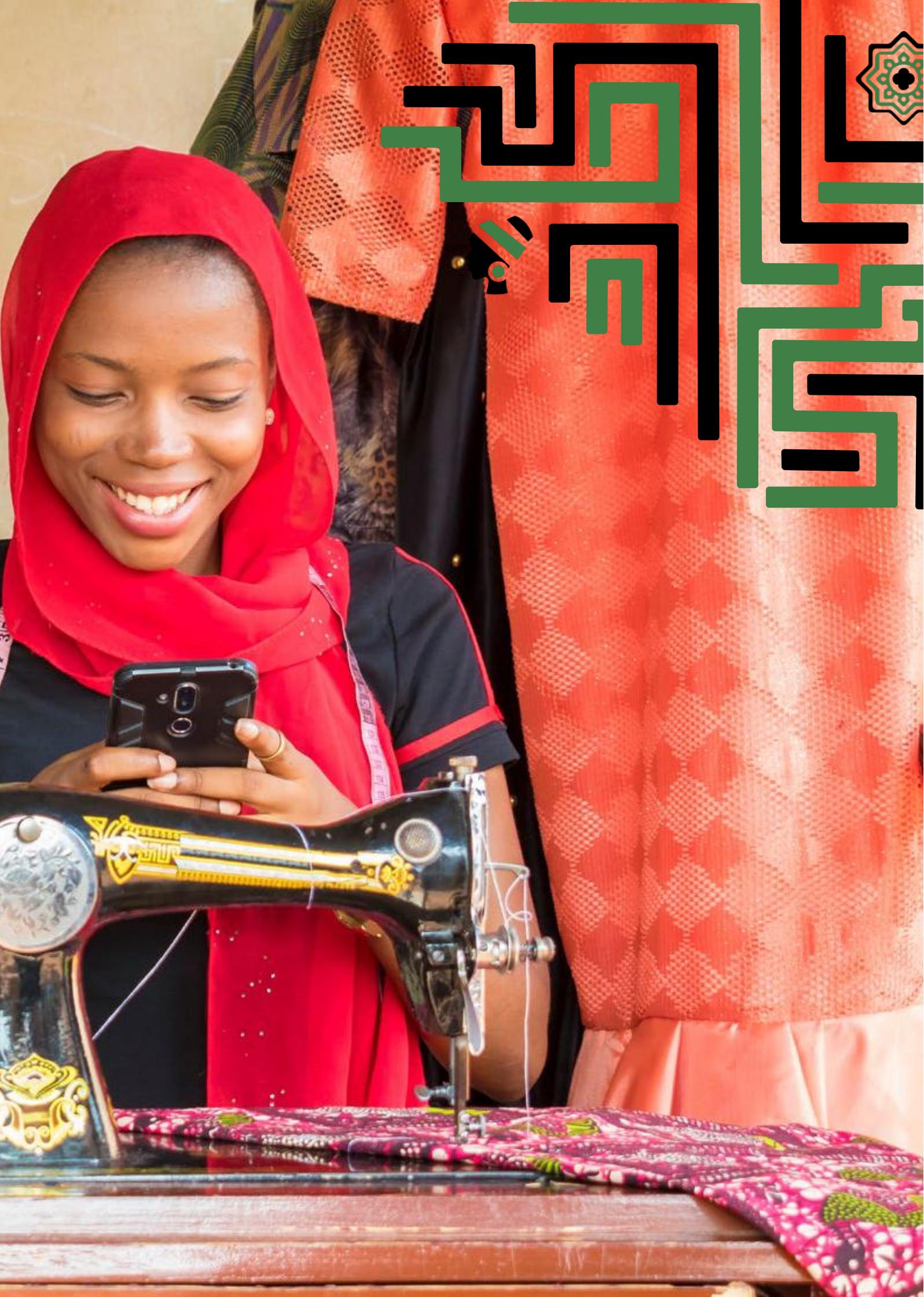




Chapitre 3

Accroître l'impact de la banque sur le développement







Conformément aux orientations de la stratégie 2030 de la Banque, la Direction de la Banque a cherché à adopter un certain nombre de missions et de créations structurelles visant à améliorer la gestion des opérations, afin d'obtenir de bons et rapides résultats de développement conformément aux meilleures pratiques basées sur les principes suivants :

Responsabilité des Etats bénéficiaires de l'aide de la Banque.

Compatibilité entre la stratégie de la Banque et les stratégies des pays bénéficiaires de son aide.

Coordination entre toutes les parties impliquées dans le financement.

Une gestion efficace pour obtenir des résultats.

Le suivi, la supervision, le contrôle, la responsabilisation et la prise en compte des leçons apprises.

Développer les mécanismes de financement et de suivi

Un certain nombre d'initiatives ont été adoptées à la Banque, qui s'inscrivent dans les mécanismes de renforcement du cadre stratégique de la coopération arabo-africaine afin d'accélérer l'atteinte des Objectifs du Développement Durable, qui sont :

A) Stratégies de coopération

La préparation des stratégies de coopération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Huitième plan quinquennal (2020-2024), ce qui permet de concevoir de nouveaux projets dans les domaines spécifiés par la Banque pour son financement en concertation avec les pays bénéficiaires. Les stratégies définissent les priorités de développement sur lesquelles se concentrer, ainsi que le niveau et la qualité des financements qui seront fournis au cours des années du plan, ce qui constitue un changement qualitatif dans la manière dont le portefeuille de la Banque est programmé.

Les pays avec lesquels des stratégies de coopération seront préparées en 2021 ont été identifiés et des mécanismes de travail ont été définis. Pour accélérer la planification avec les pays à cet égard, un mécanisme a été adopté pour préparer les programmes de coopération pour la période (2022-2024) avec certains pays, à savoir le Ghana, la Guinée Conakry et le Gabon. En outre, deux stratégies ont été préparées avec le Niger et la Guinée équatoriale, et il est prévu d'y envoyer des missions en décembre 2021 afin de se consulter avec les gouvernements en vue de l'adoption des deux stratégies. Des schémas de coopération avec le Libéria et l'Érythrée ont été élaborés, mais les conditions de pandémie ont empêché la finalisation des programmes au Libéria, tandis que les programmes de coopération avec Erythrée sont en train d'être finalisés.

La méthodologie adoptée dans l'élaboration des stratégies de coopération consiste à privilégier les programmes intégrés pour obtenir plus d'interaction entre les secteurs et à concevoir des projets à haute valeur ajoutée.

B) Le passage du concept d'assistance technique au concept de renforcement des capacités

La stratégie 2030 de la Banque a identifié le développement des capacités comme l'axe principal de l'amélioration des performances de développement, de sorte que son intégration dans la programmation par pays et à travers les domaines d'intérêt stratégique de la Banque (l'investissement dans les infrastructures, l'encouragement du secteur privé et du commerce, le développement des chaînes de valeur agricoles et l'entrepreneuriat, le renforcement du rôle des petites et moyennes entreprises) est d'une importance particulière, les capacités étant le principal moteur de l'amélioration de la performance du développement. Le concept d'assistance technique a été remplacé par le concept de développement des capacités en adoptant un concept holistique basé sur les principes de base suivants :

- Le développement des capacités va au-delà de l'amélioration des compétences individuelles et la formation. Il englobe les questions plus transversales de changement institutionnel, de leadership, d'autonomisation et de participation du public.
- Une approche qui rend le concept d'appropriation nationale tangible sur le terrain et développe la capacité à prendre des décisions éclairées. Par conséquent, il met l'accent sur l'importance de l'incitation (besoin) en tant que moteur du changement.

- Le développement des capacités est un processus à long terme. Il peut être amélioré par une combinaison de résultats à court terme qui viennent de l'extérieur et de résultats à plus long terme, plus durables, qui viennent de l'intérieur.
- Il relie les éléments de l'environnement favorable, en plus de l'importance des capacités des organisations et des individus.
- Il se concentre sur la réalisation d'un impact efficace des interventions de la Banque sur le développement.

Cette transformation est intervenue après l'évaluation de l'efficacité des opérations d'assistance technique que la Banque finance depuis 1976. Cette évaluation a recommandé de passer du concept de la simple aide financière à un nouveau modèle qui crée une structure holistique pour la durabilité, le développement et la mise à niveau, considérant que le renforcement des capacités des états constitue le principal moyen d'amélioration des performances de développement. La Banque a défini le développement des capacités comme « le processus d'autonomisation permettant aux personnes, aux institutions et aux sociétés d'identifier et de s'engager dans le développement », adoptant le renforcement et le développement des capacités existantes comme entrée essentielle pour la motivation.

C) Suivi et coordination

Dans le cadre de la stratégie décennale de la Banque et pour favoriser la réalisation des objectifs confiés à la Direction des Opérations, un service dédié au Suivi et à la Coordination a été créé dans le nouvel organigramme deux directions (secteur privé et secteur public). Le service vise à fournir à la Direction et à ses services des informations et des données qui permettront de réaliser de leur mission de manière plus efficace. Il joue aussi un rôle essentiel dans la coordination pour la préparation des plans de gestion, le développement des politiques et des mécanismes pour suivre la réalisation de ses objectifs relatifs au portefeuille d'opérations existant, avec ce que cela suppose comme rôles dans la préparation de plans de partenariat avec les états bénéficiaires et les institutions similaires. Le service suit aussi les indicateurs liés à la mise en œuvre des plans quinquennaux.

Afin de remplir le rôle qui lui est confié, le service a créé une base de données qui contient tous les indicateurs de base de gestion, émet des rapports périodiques sur l'évolution du portefeuille et des prélèvements et

les comparer aux objectifs quantitatifs de la Direction. Dans ce cadre le service soumet au Directeur des propositions de mesures d'amélioration qui sont discutées périodiquement et dont la mise en œuvre est suivie.

Au niveau de la coordination, le service gère la relation de partenariat entre la Banque et les institutions du Groupe de Coordination Arabe, et coordonne les tâches de préparation des stratégies pays et des stratégies de partenariat avec des institutions similaires. Il coordonne aussi la contribution de la Direction dans les rapports de la Banque, comme le rapport annuel et les autres rapports.

Le service coordonne également avec les services qui gèrent les projets de la Banque pour suivre l'impact de ses interventions sur le développement, conformément aux objectifs de développement définis dans le plan décennal et les plan quinquennaux qui en découlent. Ce rôle est considéré comme essentiel, car l'orientation stratégique dans les années à venir est la gestion axée sur les résultats. Le service a été chargé, en plus, de superviser les procédures de maintien des certificats de qualité obtenus par la Banque, conserver toutes les pièces justificatives et pièces de procédure utilisées dans l'administration, et assurer le suivi des mises à jour qui s'y produisent.

D) Rapports d'achèvement de projets

Les rapports d'achèvement de projet sont un outil d'auto-évaluation précieux qui aide la Banque à calculer ses investissements et à recueillir les expériences et les leçons tirées des opérations achevées pour éclairer la nouvelle programmation. La soumission en temps voulu de ces rapports fait partie des étapes finales de la mise en œuvre du projet et du suivi des résultats, et constitue le couronnement d'un contrôle régulier. La soumission en temps voulu des rapports de fin de projet est nécessaire pour informer des résultats, au niveau de l'institution.

Ces rapports renforcent la responsabilisation pour la performance et les résultats de développement des opérations de la Banque, l'apprentissage institutionnel, l'amélioration des opérations de la Banque, la fiabilité et la qualité du système d'auto-évaluation, y compris le suivi et l'évaluation au niveau du projet, la qualité de la mise en œuvre du projet, l'évaluation de la performance des opérations souveraines pour améliorer la transparence et la responsabilité, et tirer des enseignements de l'expérience opérationnelle dans la conception et la



mise en œuvre de projets similaires. Ces rapports sont également utilisés comme contributions à la formulation et à l'examen de la stratégie de partenariat avec les états et leur réexamen. Les enseignements tirés de ces rapports seront utilisés pour améliorer la conception et la mise en œuvre des projets en cours et futurs financés par la Banque. Il est attendu que les rapports de fin de projets soient utilisés comme un input important des rapports « vérification de l'efficacité du développement » dont la Banque compte entamer la préparation à partir de l'année prochaine.

Au cours de l'année 2021, un rapport d'achèvement a été préparé pour un projet au Rwanda. deux projets de rapports d'achèvement ont été préparés pour deux projets au Cap-Vert et au Sénégal. Les rapports finaux devraient être livrés en janvier 2022. Des travaux sont également en cours pour préparer un autre rapport pour un projet en République d'Éthiopie. L'étude a été réalisée, mais la mission n'a pu être réalisée au cours de l'année 2021.

E) L'évaluation à postériori

La Banque est consciente que la demande croissante d'efficacité du développement dépend, dans une large mesure, de l'obtention de résultats de développement mesurables et tangibles. La Banque s'est engagée à mettre en œuvre des initiatives et des principes clés émanant de forums internationaux de développement, tels que la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra dans son essence opérationnelle, dans le but de maximiser l'impact de ses interventions de développement et de mobiliser toutes ses ressources pour se concentrer sur les résultats souhaités. La Direction de la Banque est également confrontée à des appels insistants pour rendre compte, aux actionnaires au capital, de la manière dont les ressources sont utilisées, des résultats obtenus et de leur efficacité dans la réalisation de progrès dans le développement économique et humain.

Pour soutenir ce changement stratégique vers une gestion axée sur les résultats, est apparu le besoin d'un solide cadre de suivi et d'évaluation qui améliore l'apprentissage et la mesure des performances pour relever les défis de l'étape, puisque la stratégie de la Banque repose sur « le registre de la performance se

fondant sur les résultats » qui vise à réaliser les objectifs de développement sélectionnés, liés aux principales parties prenantes concernées pour la Banque.

En conséquence, le Conseil d'Administration a approuvé, au cours de sa première réunion de l'année 2020, l'organigramme organisationnel remanié, qui comporte la création d'une « Cellule d'évaluation à postériori des projets », dans le but d'améliorer la performance et l'atteinte des objectifs de développement des projets. La mise en place de l'unité d'évaluation axée sur les résultats est considérée comme une étape importante vers l'amélioration des performances et l'orientation des objectifs stratégiques vers l'amélioration de l'efficacité et la prestation efficace des services. La création de l'unité est également un engagement de la part de la direction de la banque envers la responsabilité et la transparence à travers le suivi et l'évaluation et l'obtention de résultats mesurables.

L'évaluation ex-post des projets est un examen complet, objectif et systématique de la performance d'un projet en cours ou achevé en termes de conception et de mise en œuvre dans le but de déterminer dans quelle mesure le projet en question a atteint ses objectifs. Le processus d'évaluation repose sur quatre piliers : pertinence, efficacité, efficacité et durabilité. L'impact sur le développement est l'objectif le plus élevé à atteindre. L'évaluation ex post vise également à déterminer si les interventions de la Banque ont atteint les produits, résultats et effets escomptés, et donc la responsabilité de la Banque envers les parties prenantes concernant l'allocation et l'utilisation appropriées des ressources. D'autre part, l'évaluation tire des enseignements et des recommandations qui éclairent les politiques, stratégies et opérations futures, ainsi que des informations importantes qui aident la direction de la Banque dans la prise de décision, et donc la capitalisation des expériences et la contribution à augmenter l'efficacité du développement.

En 2021, la Banque a commencé à préparer des rapports d'évaluation à postériori pour certains projets achevés, à savoir, le projet de développement des marchés urbains et de la commercialisation des produits agricoles (deuxième partie) en Ouganda, et les projets d'extension de la centrale électrique de Koto et du Brikama-Dimbaya-Dar Salam route en Gambie.



Systemes de transformation numérique pour améliorer la qualité

Les technologies de l'information et les systèmes de communication modernes ont fourni une formidable capacité à aider les institutions à atteindre leurs objectifs, à soutenir leurs décisions stratégiques et à prendre des décisions fondées sur les données fournies par les systèmes d'information, les rapports et les conclusions fournis par l'intelligence des affaires, à partir de données volumineuses qui permettent la prise de la meilleure décision au bon moment.

La stratégie 2030 de la Banque vise à contribuer de manière créative au développement durable et à la transformation structurelle des pays africains, et à la Banque d'être un précurseur dans le renforcement du partenariat arabo-africain dans le cadre de la quatrième révolution industrielle. La réalisation de ces ambitions nécessite un renouvellement institutionnel et l'adoption de l'idée de transformation numérique par la réforme technologique, dans laquelle les systèmes et technologies actuels sont évalués pour décider et s'ils sont appropriés ou doivent être remplacés par des systèmes et technologies plus avancés et modernes. Des efforts importants ont été déployés pour élaborer un plan d'adoption d'infrastructures et de plates-formes modernes pour la Banque, et le département TIC a déjà commencé sa mise en œuvre. De plus, les circonstances exceptionnelles imposées par la pandémie de Covid19- ont révélé la nécessité de s'adapter au mode de télétravail. Dans ce contexte, la Banque a fourni de nombreux services qui facilitent l'automatisation efficace des processus vitaux, permettant aux employés d'effectuer leurs tâches à distance, à tout moment et de n'importe où ; de façon souple, entraînant un changement culturel tangible qui ouvre la voie à la phase de transformation numérique.

De plus, les circonstances exceptionnelles imposées par la pandémie de Covid19- ont révélé la nécessité de s'adapter au mode de travail à distance, de sorte que la Banque a fourni - dans ce contexte - de nombreux services qui facilitent l'automatisation efficace des

opérations vitales, ce qui a permis aux employés d'effectuer leur tâches à tout moment et de n'importe où, de manière souple, entraînant un changement culturel tangible qui ouvre la voie à la transformation numérique.

En 2017, la Banque a lancé un plan d'action pour développer la transformation numérique pour mettre en œuvre les recommandations de l'état des lieux (après présentation au Comité d'Audit et son approbation par le Conseil d'Administration). La première phase du plan a été achevée en développant et sécurisant l'infrastructure numérique et en assurant la continuité des activités grâce à un centre de données de secours en dehors du pays du siège, en plus de l'emploi de ressources humaines spécialisées.

La deuxième phase (actuelle) du plan vise à mettre en œuvre une stratégie intégrée de transformation numérique qui comprend la transformation du système actuel qui a été développé en interne au début du troisième millénaire en utilisant des techniques aux capacités limitées, techniquement dépassées et manquant le support technique et des nécessaires mises à jour, en raison de l'arrêt des productrices, vers un système qui réalise l'intégration entre les opérations et diverses fonctions financières pour faciliter la communication et le partage d'informations, et permet une meilleure prévisibilité et une analyse prospective ainsi que des fonctionnalités liées à la protection des données et à la sécurité de l'information.

Dans cette optique, la Banque poursuit son plan de transformation numérique, développe son activité et ses services en y ajoutant de nombreuses fonctionnalités innovantes qui permettront aux collaborateurs et parties prenantes d'effectuer des transactions de manière rapide, flexible et sécurisée. De plus, la Banque s'engage à revoir et à évaluer constamment ces services afin de fournir un environnement de travail numérique simple et confortable.

Renforcer la gestion des risques et la conformité

A) gestion des risques

La Direction de Gestion des Risques de la Banque contribue à atteindre ses objectifs de développement et à assurer leur efficacité, en surveillant, analysant et évaluant les risques auxquels la Banque est confrontée

sur la base de politiques de gestion élaborées, mises à jour et revues régulièrement pour refléter l'évolution des risques de la Banque représentés par les risques de financement, les risques de marché et les risques opérationnels. La Direction supervise principalement la mise en œuvre appropriée du cadre de mesure

des résultats et l'intégration des meilleures pratiques internationales en matière de gestion des risques, dans le but de réduire ou d'atténuer les risques qui pourraient avoir des effets négatifs sur les opérations et entraver la réalisation de l'impact souhaité sur le développement.

La Direction accorde une attention particulière aux activités susceptibles d'avoir un impact négatif sur la réputation de la Banque, et la responsabilité et l'imputabilité sont partagées avec la gestion des risques à tous les niveaux de la Banque, du conseil d'administration aux managers et experts concernés. Il existe de nombreux comités - au niveau du Conseil d'Administration et de la Direction - qui contribuent à la gestion des risques (le comité d'audit, le comité de gestion d'actifs, le comité de crédit, le comité de gestion des risques et le comité de gestion de portefeuille).

Compte tenu des conditions économiques volatiles en 2021 en raison de la pandémie de COVID19-, la Banque s'est engagée à une gestion saine et prudente des risques, comme en témoigne l'étroite implication de la Direction dans les initiatives de gestion des risques axée sur le maintien de niveaux appropriés de liquidité, de capital et de gestion des risques dans tous les portefeuilles. Cela a contribué à une bonne performance financière et une solide position de capital en fin d'année, jugée suffisante pour soutenir la croissance future et couvrir les pertes éventuelles, tout en veillant à

ce que les activités de financement de la Banque soient en ligne avec ses objectifs de développement et avec les objectifs de toutes les parties prenantes.

B) la conformité

Agir avec intégrité et transparence est au cœur de la culture de travail de la Banque, ce qui a un impact sur l'efficacité, le succès et le développement de ses activités de développement. En conséquence, la Banque insiste auprès de ses employés et des projets quelle finance sur la nécessité d'adhérer et de maintenir les normes les plus élevées d'intégrité. Le chef du bureau de la conformité et de l'intégrité, affilié au bureau du Directeur Général identifie, évalue, conseille, surveille et signale les risques de non-conformité auxquels la Banque est exposée en matière de sanctions réglementaires ou administratives, de pertes financières ou d'atteinte à la réputation en raison du non-respect de la réglementation, des normes de conduite ou des bonnes pratiques professionnelles. Le bureau Conformité est chargé de recevoir et de répondre aux allégations de pratiques interdites telles que définies dans le Code de conduite et les politiques de la Banque. Le bureau effectue également la sélection de tous les nouveaux clients à des fins KYC/AML, ainsi que le renouvellement périodique des autorisations pour tous les clients existants.

Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles

A) Structure organisationnelle

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2030 et du huitième plan quinquennal (2024-2020) et afin d'atteindre les objectifs de la Banque, le Conseil d'Administration a approuvé en février 2020 des modifications de la structure organisationnelle et des classements d'emplois, ce qui comprenait la création de nouveaux départements et des unités nouvelles, et aussi la suppression de départements et de bureaux, et l'augmentation du nombre d'emplois de 206 emplois à 237, afin d'être en phase avec l'accroissement de l'activité de financement de la Banque au niveau des piliers stratégiques. L'activation de ces nouvelles unités administratives a commencé progressivement au cours de l'année 2021, en raison de l'apparition de la pandémie de Covid19- au cours de l'année 2020.

La structure organisationnelle représente l'un des piliers de la mise en œuvre de la stratégie décennale 2030, et en conséquence la Banque a procédé à une revue de la structure organisationnelle, des fonctions et de leur nature pour se conformer aux exigences de mise en œuvre de la stratégie et fournir l'expertise nécessaire pour accompagner la montée en puissance de l'activité de financement de la Banque au niveau des piliers stratégiques. Ces nouvelles unités administratives ont commencé à être progressivement activées au cours de l'année 2021 en raison de l'apparition de la pandémie de Covid19- au cours de l'année 2020.

B) Programmes de formation et de développement des capacités

La formation était basée sur une étude d'évaluation des besoins de formation préparée par un cabinet de conseil international. Les méthodes de formation et de développement des capacités des ressources humaines de la Banque ont connu, pendant la période de la pandémie de Covid19-, un saut qualitatif qui s'est traduit par la participation aux cours virtuels, en raison de la difficulté de voyager pendant cette période. En 2021, le nombre de formations a atteint 39, et le nombre de journées de formation a atteint 058 3. L'initiative « Bilan des compétences » a également été activée pour permettre à la Banque de valoriser au mieux les compétences de ses affiliés.

C) Programme de jeunes professionnels

Dans sa quête d'attirer des cadres hautement qualifiés, la Banque a lancé, en 2016, la mise en œuvre du « programme de jeunes professionnels », à travers lequel des diplômés talentueux et distingués, avec des qualifications académiques de haut niveau, sont formés dans les différents départements de la Banque pour une période allant de deux à trois ans. En plus ils sont inscrits à des stages de perfectionnement dans des institutions internationales similaires. La formation de la première promotion s'est achevée et ils ont été recrutés. La deuxième promotion a rejoint la Banque fin 2019 et est toujours en formation. Les candidatures pour une troisième promotion ont été ouvertes fin 2021.

Les jeunes professionnels ont effectivement contribué à accroître l'efficacité du travail au cours des dernières années, en particulier en 2021.

Développer les mécanismes de suivi et d'exécution

Dans le cadre de la politique de la Banque visant à renforcer la mise en œuvre de sa stratégie, la création d'un bureau dédié à la supervision du suivi de l'exécution des initiatives et des projets de développement approuvés, et ce mécanisme permet de fournir le soutien nécessaire aux équipes de travail des initiatives et des projets pour assurer le succès de leur mise en œuvre, et pour qu'ils soient en phase avec les objectifs stratégiques, et l'aide aux Directeurs de prendre les décisions à travers la fourniture d'informations exactes, et la promotion de la qualité de la performance et des produits et l'investissement optimal des ressources humaines et financières.

Dans ce même cadre a été créé un poste de pilotage pour développer le concept de discipline dans l'exécution, en associant le système de gestion interne de la Banque au processus de mesure de la performance opérationnelle des différents départements et sections.

Dans le cadre de cette initiative, les objectifs stratégiques ont été transformés en objectifs opérationnels répartis sur cinq axes principaux liés à 64 indicateurs de performance qui permettent un suivi équilibré de l'évolution de la performance de la Banque, et le suivi périodique de ces indicateurs.

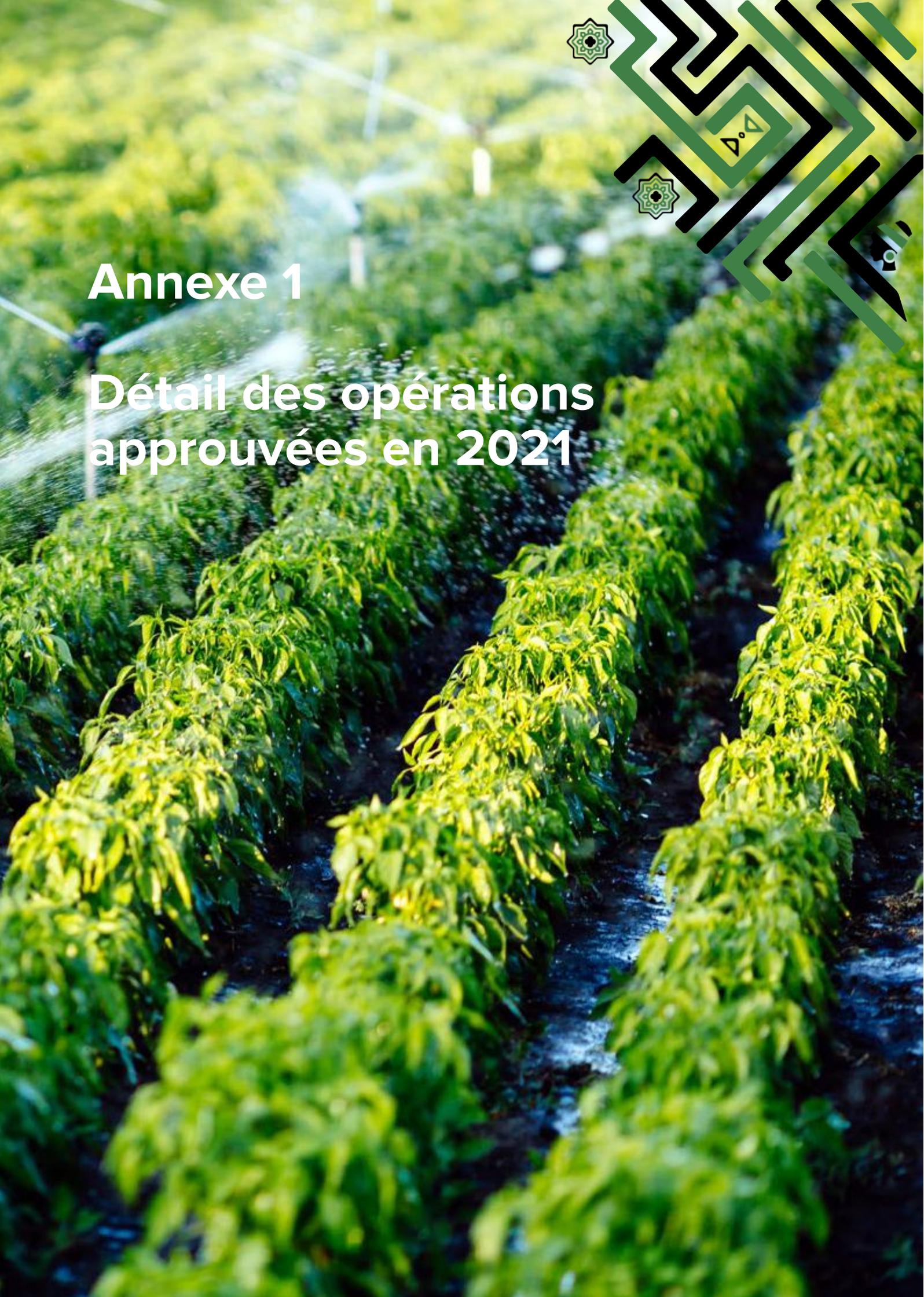
C) Initiative BADEA verte

L'initiative a été lancée en 2018 dans le but de rendre la Banque respectueuse de l'environnement en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement résultant de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance. L'initiative s'inscrit dans le cadre des Objectifs de Développement Durable 2030, de la Stratégie 2030 de la Banque et de la Certification ISO 14001 du Système de Management Environnemental.



Annexes





Annexe 1

Détail des opérations approuvées en 2021

Premièrement : Opérations du secteur public

Projet d'agrandissement de l'autoroute "Bertel-Hardbage"

Gambie

Date d'approbation : mars 2021

Montant du prêt : 20 millions de dollars



Objectifs du projet

Le projet s'inscrit dans le domaine d'intervention stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures et vise de manière générale à contribuer à l'atteinte de l'objectif n° (1) des objectifs de développement durable relatif à l'éradication de la pauvreté en investissant dans les infrastructures de transport pour faciliter l'accès aux ressources et aux services de base, et l'objectif n° (8) lié au soutien de la croissance de l'économie. Le projet vise notamment à accroître l'efficacité du transport routier dans la zone fortement peuplée du projet, à élever le niveau du réseau routier asphalté et à améliorer la sécurité routière.

Description du projet

Le projet comprend la mise en œuvre de travaux de génie civil pour étendre la route existante à 22 kilomètres de long et 42 mètres de large. Cela comprend la construction d'un terre-plein central d'une largeur de 10 mètres, de deux voies de circulation asphaltées de 7 mètres de large, un terre-plein central de 3 mètres de large de part et d'autre, une voie de desserte asphaltée de 4 mètres de large de part et d'autre, des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales, 3 ponts sur 3 carrefours libres, et la fourniture d'équipements de sécurité routière et d'éclairage, le développement des infrastructures de communication, ainsi que divers aménagements d'ouvrages et mesures d'atténuation environnementales et sociales.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 83 millions de dollars, la Banque Arabe contribuant pour 20 millions de dollars (représentant 24,1 % des coûts totaux), le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe avec 20 millions de dollars (24,1 %) et le Fonds de l'OPEC pour le développement international avec 20 millions de dollars (24,1 %), le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement avec 15 millions de dollars (18,1 %) et le gouvernement avec 8 millions de dollars (9,6 %).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait accroître l'efficacité du transport terrestre dans la zone du projet, et ainsi réduire le coût du transport pour une population estimée à 000 43 personnes, élever le niveau du réseau routier asphalté, améliorer la sécurité routière et faciliter l'accès aux centres de services sociaux. Le projet contribuera indirectement à la réalisation des objectifs de l'État liés à la réduction du taux de pauvreté de 48 % en 2020 à environ 30 % et à l'augmentation de l'indice de développement humain de 0,466 en 2019 à environ 0,793 d'ici 2030.

Projet de construction 000 20 logements sociaux et économiques

République du Bénin

Date d'approbation : mars 2021

Montant du prêt : 50 millions de dollars



Objectifs du projet

Le projet s'inscrit dans l'axe stratégique de la Banque relatif à l'investissement dans les infrastructures et vise de manière générale à contribuer à la réalisation de l'objectif n° (11) des objectifs de développement durable lié à l'accès universel à un logement et à des services de base adéquats, sûrs et abordables et à améliorer l'état des quartiers pauvres. Le projet vise également, en particulier, à permettre à un grand nombre de familles à revenus faibles et moyens d'accéder à un logement décent et abordable et aux services urbains de base à Cotonou.

Description du projet

Le projet est situé dans la zone "Oedo" dans la banlieue ouest de "Cotonou" et s'étend sur une superficie d'environ 235 hectares. Il comprend la réalisation de 904 logements sociaux et économiques, la préparation du site sur une superficie de 40 hectares par la réalisation de voiries bitumées, de travaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, la réalisation d'un réseau d'eau potable et d'un réseau électrique, et l'aménagement d'espaces verts sur environ 13 hectares. Le projet comprend également des services de conseil et d'appui à l'unité de mise en œuvre du projet.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 57,15 millions de dollars, et la Banque Arabe contribue à hauteur de 50 millions de dollars (représentant 87,49 % des coûts totaux), et le gouvernement à hauteur de 7,15 millions de dollars (représentant 12,51 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait permettre à un grand nombre de familles à revenu faible ou moyen d'obtenir un logement décent et abordable avec des services urbains de base. Il est également prévu la fourniture de logements à environ 904 familles (424 5 personnes) d'ici 2024 et la création d'environ 000 8 opportunités d'emplois directs ou indirects au cours de la période 2024-2020.

Projet de développement de la zone industrielle de « Maluku »

République du Congo

Date d'approbation : mars 2021

Montant du prêt : 50 millions de dollars



Objectifs du projet

Le projet s'inscrit dans le domaine d'intervention stratégique de la Banque relatif à l'investissement dans les infrastructures et vise de manière générale à contribuer à la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable lié à la promotion d'une industrialisation inclusive et durable et à doubler la contribution de l'industrie au produit intérieur et à l'emploi à l'horizon 2030, et aussi, contribuer à l'atteinte des objectifs du troisième pilier du Programme de développement économique et social (2018-2022) pour la transformation et la diversification de l'économie nationale. Le projet vise notamment à améliorer l'attractivité du pays pour les investissements dans le secteur industriel, à renforcer la compétitivité des entreprises industrielles, à activer les exportations industrielles, à augmenter les ressources fiscales de l'État provenant du secteur industriel et à réduire les taux de chômage élevés chez les jeunes.

Description du projet

Le projet comprend la création d'une zone industrielle à « Maluku » sur une superficie totale d'environ 180 hectares. Il comprend la construction de 20 unités industrielles sur une superficie d'environ 65 hectares dans divers domaines tels que les industries sidérurgiques, mécaniques et plastiques, la transformation des produits agricoles, la production de matériaux de construction, de fils électriques, de céramique et de teinture. Le projet comprend également la construction de bâtiments administratifs, de logements pour les ouvriers et de divers équipements sociaux et économiques sur une superficie d'environ 75 hectares, et des travaux d'infrastructures pour la construction de réseaux d'adduction d'eau potable, d'adduction d'eau industrielle et d'évacuation des eaux, d'électricité et réseaux de fibre optique.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 56 millions de dollars, et la Banque Arabe contribue à hauteur de 50 millions de dollars (représentant 89,29 % des coûts totaux), et le gouvernement à hauteur de 6 millions de dollars (représentant 10,71 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait améliorer l'attractivité du pays pour les investissements dans le secteur industriel, activer ses exportations et augmenter ses ressources fiscales. Le projet offrira environ 20 000 opportunités d'emplois directs ou indirects qui auront un rôle dans la réduction du taux de chômage élevé chez les jeunes, et fournira des infrastructures qui réduiront les impacts négatifs de l'industrie et soutiendra la contribution du secteur au développement durable. Le projet devrait également contribuer à augmenter la part du secteur industriel dans le PIB pour atteindre 15 % d'ici 2023.

Projet de développement du système d’approvisionnement en eau dans la zone “Bota Puti”

Royaume du Lesotho

Date d’approbation : mars 2021

Montant du prêt : 20 millions de dollars



Objectifs du Projet

Le projet s’inscrit dans l’orientation stratégique de la Banque relative à l’investissement dans les infrastructures et vise de façon générale à contribuer à la réalisation du développement social et économique et à la réalisation de l’objectif n°(6) des objectifs de développement durable lié à l’approvisionnement en eau potable et à l’assainissement, et l’objectif n° (3) relatif à la bonne santé et au bien-être, à travers la fourniture de services d’approvisionnement en eau potable aux habitants de la zone de « Bota Puti » pour combler le déficit actuel, répondre aux besoins de la population jusqu’en 2045, répondre à la demande croissante du secteur industriel et réduire les maladies résultant de la rareté de l’eau et de sa pollution.

Description du projet

Le projet est situé dans la zone “Bota Puti” au nord du pays, près de la frontière nord avec la République d’Afrique du Sud, à environ 130 km au nord de la capitale Maseru. Le projet comprend des travaux de génie civil et des travaux annexes pour fournir des services d’approvisionnement en eau à la ville de Bota Puti et aux communes environnantes. Cela comprend la production, le traitement, le transport et la distribution d’eau, les services de conseil, les études environnementales, la réinstallation, l’appui technique, l’audit des comptes du projet et l’organisation d’un atelier pour lancer ses travaux.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 108,7 millions de dollars, la Banque Arabe contribuant pour 20 millions de dollars (représentant 18,4 % des coûts totaux), le Fonds Saoudien pour le Développement avec 11,2 millions de dollars (10,3 %) et le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe avec 13 millions de dollars, (11,96 %), le Fonds de l’OPEP pour le Développement International avec 30 millions de dollars (27,6 %), le Fonds d’Abu Dhabi pour le Développement avec 20 millions de dollars (13,34 %) et le gouvernement avec 14,5 millions de dollars (13,34 %).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait fournir de l’eau aux habitants de la zone de Puta Puti de manière durable, le taux de couverture passant de 49% avant le projet à 100% d’ici 2025. En conséquence, le nombre de bénéficiaires des services d’eau potable devrait passer d’environ 62 000 actuellement à environ 145 000 d’ici 2025. Le projet réduira de 50 % le nombre de cas de maladies d’origine hydrique dans la zone du projet. Le projet devrait également répondre aux besoins en eau du secteur industriel de la région.

Opération de soutien au secteur privé touché par la pandémie de COVID19-

République du Cameroun

Date d'approbation : mars 2021

Montant du prêt : 18,9 millions de dollars



Objectifs de l'opération

Le projet s'inscrit dans l'axe stratégique de la Banque pour la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et vise à renforcer la résilience des micro, petites et moyennes entreprises face aux conséquences du Covid-19 et à accompagner la reprise rapide, après la crise pour relancer la croissance économique.

Description d'opération

L'Opération comprend une étude diagnostique des opportunités offertes aux micro, petites et moyennes entreprises et le soutien de leur résilience, en renforçant leurs capacités et en améliorant l'efficacité des incubateurs et des associations professionnelles qui les parrainent. L'Opération contribue également à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises à de nouveaux marchés et à des services financiers appropriés, et renforce leurs capacités dans le domaine de la mise en place de plateformes de commerce électronique.

Financement de l'Opération

Le coût total de l'opération est de 21 millions de dollars, la Banque Arabe contribuant à hauteur de 18,9 millions de dollars (représentant 90 % des coûts totaux), le Programme des Nations Unies pour le Développement à hauteur de 1,05 million de dollars (5 %) et le gouvernement à hauteur de 1,05 million de dollars (5 %).

Impact attendu sur le développement

L'opération devrait contribuer à soutenir la reprise économique des micro, petites et moyennes entreprises, leur résilience et leur accès au financement. La mise en œuvre l'Opération devrait créer plus de 1 500 nouvelles opportunités d'emploi, renforcer les capacités d'environ 3 000 petites et moyennes entreprises existantes et financer environ 40 start-ups.



-URGENCES-
CONSULTATION



Projet urgent d'aménagement de voirie urbaine pour la ville de Bissau

et sa périphérie

République de Guinée-Bissau

Date d'approbation : juin 2021

Montant du prêt : 43 millions de dollars



Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans le cadre d'intervention stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures et vise de manière générale à contribuer à la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable lié à la construction d'infrastructures résilientes et à la promotion d'une industrialisation et d'une innovation inclusives et durables, et l'objectif n° (11) visant à rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, flexibles et durables. Le projet vise notamment à améliorer la circulation et la fluidité du trafic dans la zone du projet, en augmentant la capacité des routes et en améliorant la sécurité routière.

Description du projet

Le projet se situe dans la zone métropolitaine sud de la capitale « Bissau » et dans sa banlieue nord-est au niveau de la localité « Niakra ». Il comprend des travaux de génie civil et connexes pour la construction d'une route à double voie d'une longueur de 12,9 km au sud de Bissau, une route d'une longueur de 9,25 km entre Bissau et Niakra et une route secondaire, d'une longueur de 4,85 km, vers le village de Komori. Le projet comprend également des services de conseil, l'acquisition de terrains, l'appui à la cellule d'exécution du projet, l'organisation d'ateliers de démarrage, ainsi qu'une évaluation à mi-parcours et un audit du projet.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 48 millions de dollars, et la Banque Arabe contribue à hauteur de 43 millions de dollars (représentant 89,58 % des coûts totaux), et le gouvernement à hauteur de 5 millions de dollars (représentant 10,42 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait accroître l'efficacité du transport terrestre dans la zone du projet, et ainsi réduire le coût du transport pour les bénéficiaires estimés à 600 000 personnes. Comme le projet renforce le réseau routier de la capitale, on s'attend à ce que cela réduise d'environ 30 % le temps de déplacement aux heures de pointe, améliore la sécurité routière et facilite l'accès aux centres de services sociaux.

Projet du programme d'urgence des routes pour briser l'enclavement

République du Sénégal

Date d'approbation : juin 2021

Montant du prêt : 50 millions de dollars



Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans l'axe stratégique de la Banque pour l'Investissement dans les Infrastructures, et vise de manière générale à contribuer à l'atteinte du niveau de croissance du PIB spécifié dans le Schéma Sénégal Emergent, qui vise à faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035, et à atteindre l'Objectif N°. (9) des Objectifs de Développement. Le projet vise également, en particulier, à désenclaver les zones d'intervention du projet au centre et au nord du pays et à les relier aux principales routes nationales, à renforcer la sécurité de la circulation des véhicules, à réduire les coûts du transport et le sécuriser tout au long de l'année, notamment pendant la saison des pluies, et contribuer à atténuer le degré de pauvreté des populations de la région.

Description du projet

Le projet comprend la construction de la route "Bambi - Toba Toll", qui est située dans la zone "Diourbel" au centre du pays, et la route "Diatar - Howlar", qui est située sur l'île de "Morfil" dans le nord du pays. Les composantes du projet comprennent les travaux de génie civil et annexes pour la construction de deux routes d'une longueur de 45 km pour la première et 42 km pour la seconde, les services conseils, l'appui à la cellule d'exécution du projet, l'organisation des ateliers de démarrage travaux, ainsi que l'évaluation à mi-parcours et l'audit du projet.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 55,9 millions de dollars, la Banque Arabe contribuant à hauteur de 50 millions de dollars (représentant 89,45 % des coûts totaux) et le gouvernement à hauteur de 5,9 millions de dollars (représentant 10,55 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait conduire au développement et à l'expansion du réseau routier du pays. Cela aura pour effet d'assurer un service de transport terrestre permanent pour toutes les zones desservies par le projet. Le projet devrait également réduire les coûts de transport de 45 % et le temps de déplacement de 50 %. Ce qui permet d'accéder aux principales institutions économiques et sociales.

Projet du programme urgent de production d'électricité

Érythrée

Date d'approbation : octobre 2021

Montant du prêt : 47 millions de dollars



Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans l'axe stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures et vise globalement à contribuer à l'atteinte de l'objectif n°9 des objectifs de développement durable relatif à l'industrie, à l'innovation et à la construction d'infrastructures, et s'inscrit dans la stratégie de développement local du pays. Le projet vise notamment à améliorer la capacité de production des deux principales centrales, "Belisa" et "Herzego", du réseau électrique connecté en Érythrée, qui couvre plusieurs grandes villes et villages.

Description du projet

Le projet est situé dans la station "Beliza" à la périphérie de la ville de "Asmara" et la station "Herzego" à la périphérie de la ville de "Massawa". Le projet comprend des travaux de génie civil et d'électricité pour remplacer les générateurs et leurs accessoires à la station "Beliza" afin de développer sa capacité de production, et de réhabiliter la station "Herzego", en plus de la fourniture des services de conseil nécessaires pour préparer et suivre la mise en œuvre du projet. Il comprend également l'appui à la cellule d'exécution du projet, l'organisation d'ateliers de démarrage des travaux, l'évaluation à mi-parcours et l'audit du projet.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 52 millions de dollars, la Banque Arabe contribuant à hauteur de 47 millions de dollars (représentant 90 % des coûts totaux) et le gouvernement à hauteur de 5 millions de dollars (représentant 10 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait contribuer à réduire la période de coupures d'électricité de 12 heures à 4-6 heures par jour, à améliorer les soins de santé en alimentant les hôpitaux et les centres de santé en énergie de manière durable, à soutenir la participation des femmes dans les petites entreprises et à réduire pour elles le fardeau de recherche du bois de chauffage et améliorer l'économie des petites entreprises entraînant la création d'emplois et une augmentation des revenus. En mettant en œuvre le projet, l'Eritherian Electricity Authority pourra couvrir environ 40% de la demande d'électricité, contre 10% fournis actuellement par les deux centrales.

Projet d'infrastructure pour la ville de "Kigali" pour l'innovation

(première et deuxième phases)

République du Rwanda

Date d'approbation : octobre 2021

Montant du prêt : 20 millions de dollars



Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans le domaine d'intervention stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures et vise de manière générale à contribuer à la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable lié à l'industrie, à l'innovation et à la répartition des infrastructures, et de l'objectif n° (11) liés à rendre les villes inclusives, sûres et durables. Le projet vise, en particulier, à accélérer la transformation du Rwanda en une économie basée sur la connaissance et à l'aider à devenir un pôle d'innovation en Afrique.

Description du projet

D'un coût estimé à 301,4 millions de dollars, la Cité de l'innovation de Kigali sera construite selon un programme en quatre phases réparties sur quatre régions de la zone économique de Kigali, comprenant plusieurs sous-projets pouvant être mis en œuvre de manière indépendante. Le projet de la Banque comprend la construction de l'infrastructure des installations incluses dans les première et deuxième phases, la construction d'un bâtiment pour les pépinières d'entreprises et la fourniture de services de conseil. Il comprend également l'appui à la cellule d'exécution du projet, l'acquisition des terrains, l'organisation des ateliers de démarrage et l'évaluation à mi-parcours du projet.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 22 millions de dollars, et la Banque Arabe contribue à hauteur de 20 millions de dollars (représentant 90,9 % des coûts totaux) et le gouvernement à hauteur de 2 millions de dollars (représentant 9,1 % des coûts totaux).

Impact attendu sur le développement

Le projet devrait contribuer à accélérer la transformation du Rwanda en une économie basée sur la connaissance et à en faire une plaque tournante de l'innovation en Afrique, attirant plus de 300 millions de dollars d'investissements étrangers directs d'ici 2028. Le projet contribuera à créer environ 50 000 emplois, et on s'attend à ce que plus de 900 4 étudiants sortent diplômés des universités qui seront construites à Kigali Innovation City.



Deuxièmement : Les opérations du secteur privé

Co-financement d'un crédit pour contribuer, avec des institutions de financement du développement au financement de l'extraction et de l'exportation de la bauxite

République de Guinée - secteur privé

Date d'approbation : 03 mars 2021

Montant du prêt : 25 millions de dollars



Objectifs du crédit et impact sur le développement

- Contribuer à la réalisation d'avantages sociaux et économiques nationaux en offrant des opportunités d'emploi à plus de 1 500 travailleurs et entrepreneurs, en fournissant des devises et en augmentant l'exportation de minerai de bauxite, qui est la locomotive de l'économie guinéenne.
- Offrir des opportunités d'emplois locaux pendant la phase de construction, y compris des emplois pour les opérateurs de chantier et les travailleurs moyennement qualifiés, et traiter avec des entrepreneurs locaux.
- Contribuer à la réalisation d'un développement économique qui dépend principalement de l'augmentation de la capacité d'exportation, ce qui entraîne une augmentation du revenu national.
- Diminuer le déficit budgétaire et l'endettement de l'Etat, en raison du redressement du secteur minier et de l'augmentation des exportations de bauxite.

Co-financement, avec une institution de financement du développement, d'un crédit au profit d'une banque commerciale pour financer des projets du secteur privé au Nigeria

République du Nigéria - secteur privé

Date d'approbation : 06 mai 2021

Montant du prêt : 25 millions de dollars



Objectifs de crédit et impact sur le développement

- Soutenir les institutions du secteur privé et les institutions financières qualifiées pour la continuité des activités dans le cadre de la réponse à la pandémie COVID-19.
- Le financement requis permettra à la Banque de continuer à accompagner ses clients, entreprises et institutions du secteur privé, en particulier ceux qui se concentrent sur l'industrie agricole, l'énergie et les énergies renouvelables.

Co-financement, avec une institution de financement du développement, d'un crédit au profit d'une banque commerciale au Cameroun pour financer des projets du secteur privé

République du Cameroun - secteur privé

Date d'approbation : 14 juillet 2021

Montant du prêt : 20 millions d'euros



Objectifs du crédit et impact sur le développement

- Aider la Banque à financer des opérations commerciales au Cameroun, le prêt étant destiné à financer des activités dans plusieurs secteurs, notamment le financement des exportations agricoles, de l'énergie et des mines.
- Renforcer le rôle du commerce extérieur dans le développement économique et social du pays en contribuant activement à la mobilisation des secteurs productifs et des services, en créant des opportunités d'emploi et en disponibilisant et fournissant divers biens et services, et en soutenant le budget de l'État par les recettes fiscales, ce qui augmente les opportunités de croissance économique et conduit à l'amélioration du niveau de vie de la population.

Prêt de crédit pour une Institution de financement du développement de l'Afrique centrale pour financer des projets du secteur privé

Régional - secteur privé

Date d'approbation : 06 septembre 2021

Montant du prêt : 40 millions d'euros



Objectifs du crédit et impact sur le développement

- Contribuer à la promotion du commerce intra-africain.
- Contribuer au renforcement des relations commerciales avec les banques de développement et commerciales.
- Aider à l'approvisionnement en produits pétroliers, ce qui stimule la croissance économique.
- Encourager la production et développer les exportations africaines et le commerce intra-africain.

Co-financement, avec une institution de financement du développement, d'un crédit au profit d'une banque commerciale pour financer des projets du secteur privé

Côte d'Ivoire - secteur privé

Date d'approbation : décembre 2021

Montant du prêt : 15 millions d'euros



Objectifs du crédit et impact sur le développement

- Contribuer à la promotion du commerce intra-africain.
- Contribuer au renforcement des relations commerciales avec les banques de développement et commerciales.
- Aider à l'appui au secteur privé qui tire la croissance économique.
- Encourager la production et développer les exportations africaines et le commerce intra-africain.

Prêt de crédit en faveur d'une banque commerciale pour financer des projets du secteur privé

République du Kenya - Secteur privé

Date d'approbation : décembre 2021

Montant du prêt : 20 millions de dollars



Objectifs du crédit et impact sur le développement

- Contribuer à la promotion du commerce intra-africain.
- Contribuer au renforcement des relations commerciales avec les banques de développement et commerciales.
- Aider à l'appui au secteur privé qui tire la croissance économique.
- Encourager la production et développer les exportations africaines et le commerce intra-africain.

Troisièmement : Opérations commerciales

(a) Exportations arabes

Une ligne de financement conjointe au profit de l'Etat du Soudan du Sud pour contribuer à l'importation de biens et services pour l'alimentation d'une centrale électrique

République du Soudan du Sud - Exportations arabes

Date d'approbation : 03 mars 2021

Montant du prêt : 25 millions de dollars



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- Cette opération est considérée comme la première dans l'État du Soudan du Sud dans le cadre du programme secteur privé et du commerce, et la première au niveau de la Banque. Il s'agit d'une étape importante dans l'exploration de nouveaux marchés et la répartition du risque de concentration actuellement élevé.
- L'État du Soudan du Sud jouit d'une position géopolitique stratégique, car il représente un lien entre les pays arabes et l'est du continent, et donc le prêt est d'une importance primordiale du point de vue stratégique et politique pour la nation arabe.
- L'opération est l'une des opérations les plus rentables par rapport aux opérations commerciales à court terme qui ont été exécutées dans des circonstances similaires, car le rendement est estimé à 7,5 % y compris le Libor et sans tenir compte du coût de l'assurance.
- L'opération aura un impact direct sur le développement en finançant les importants secteurs de l'énergie et des routes dans le pays. On s'attend à ce qu'elle contribue à ouvrir la voie à la mise en œuvre de grands projets dans les secteurs public et privé dans un avenir prévisible.

Opération de financement en espèces (achat par escompte) de crédits documentaires émis par une banque commerciale de la région Afrique de l'Est, en coopération avec une institution régionale de financement du développement

Afrique de l'Est - Exportations arabes

Date d'approbation : octobre 2021

Montant du prêt : 150 millions de dollars



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- L'opération s'inscrit dans le cadre de la volonté de la Banque d'entrer dans le domaine de l'émission, de la consolidation et de l'actualisation des crédits documentaires comme l'un des dérivés et outils de financement du commerce cash et non cash.
- L'opération est conforme au pilier stratégique de développement du secteur privé et du commerce de la Banque, à travers le Programme Arabe d'Appui à l'Exportation. Il contribue directement à renforcer la stabilité économique en fournissant des biens stratégiques qui soutiennent les activités économiques de base telles que l'agriculture et l'exploitation minière.

(b) Programme du commerce africain

Une ligne de co-financement en collaboration avec une banque commerciale au profit d'un groupement d'exportateurs de noix de cajou en Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire - Commerce Africain

Date d'approbation : 14 juillet 2021

Montant du prêt : 5 millions de dollars



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- Permettre aux exportateurs africains d'accéder aux marchés internationaux, en particulier dans les plus grands pays importateurs d'Asie.
- Il est prévu que les futurs investissements en capital permettront une plus grande intégration de la chaîne de valeur dans le pays : Cela offre une plus grande résilience aux fluctuations des prix des produits de base, des emplois permanents, le transfert de technologie et l'augmentation de la productivité en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la région.

Ligne de financement au profit d'une institution financière de développement régional

Régional - Commerce Africain

Date d'approbation : 06 septembre 2021

Montant du prêt : 20 millions d'euros



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- Les ressources du prêt seront allouées aux secteurs productifs et de services qui soutiennent la production ; ce qui permettra aux pays du groupe d'exploiter les ressources naturelles et humaines inexploitées ce qui impactera positivement la croissance de leurs économies afin d'assurer le développement et le bien-être de leurs citoyens et réduire la pauvreté.
- Développer des projets dans tous les secteurs de la production réelle dont la phase de lancement du développement a besoin dans tous les pays africains, tels que le secteur industriel, l'industrie agricole, l'agriculture, l'énergie, le transport et les services ; que ce soit en aidant ces établissements à développer leurs activités, à accroître leur efficacité, à transférer des technologies modernes, ou en aidant les hommes d'affaires à développer de nouveaux projets et à contribuer à atténuer les effets de la pandémie de Covid-19.

Une ligne de co-financement en coopération avec un groupe bancaire au Maroc pour consolider des crédits documentaires émis par une banque commerciale

Burkina Faso - Commerce Africain

Date d'approbation : 6 septembre 2021

Montant du prêt : 30 millions d'euros



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- Contribuer à la promotion du commerce intra-africain.
- Contribuer au renforcement des relations commerciales avec les banques de développement et commerciales.
- Aider à l'approvisionnement en produits pétroliers, ce qui tire la croissance économique.
- Encourager les exportations africaines et le commerce intra-africain.

Une ligne de co-financement en coopération avec un groupe de financiers internationaux pour financer la filière cacao au profit d'une institution gouvernementale en Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest - Commerce Africain

Date d'approbation : 06 septembre 2021

Montant du prêt : 100 millions de dollars



Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

- La participation de la Banque à cette opération aura un impact direct sur le développement en contribuant à la promotion et au développement des chaînes de valeur du cacao.
- Soutenir la stabilité des conditions de vie et créer des opportunités d'emploi pour une part non négligeable de la population du pays, car plus de 800 000 familles, qui dépendent pour leur subsistance de la récolte de cacao, bénéficieront directement du co-financement, ce qui contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.
- Contribuer au renforcement de l'économie du pays et à l'amélioration de sa croissance et de sa stabilité en garantissant son accès à des ressources appréciables en devises, le cacao étant le principal produit d'exportation.

Quatrièmement : Développement des capacités

Appui institutionnel au programme de collecte des taxes municipales à l'aide de systèmes de paiement électronique

République du Bénin

Date d'approbation : mars 2021

Montant de la subvention : 400 000 \$



Objectifs de l'opération

Doter trois communes pilotes ("Centre Cotonou" - "Lokosa" - "Rural" Basila) d'un système efficace de collecte électronique des impôts dans le but d'augmenter leurs ressources financières d'ici fin 2022, en favorisant l'utilisation des moyens de paiement électronique pour faciliter l'inclusion financière, l'amélioration des procédures de recouvrement et de contrôle des impôts, le suivi et l'évaluation de l'augmentation attendue des recettes, et la mise en place d'une base de données des contribuables.

Alignement stratégique

L'appui institutionnel est cohérent avec le domaine d'intervention stratégique de la Banque lié aux investissements dans les infrastructures (technologies de l'information et de la communication), et avec la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable lié à l'industrie, à l'innovation et au développement des infrastructures.

Renouvellement des services d'un expert arabe dans le domaine de la gestion de projets de développement En appui à la Direction Générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

République du Cameroun

Date d'approbation : mars 2021

Montant de la subvention : 250 000 \$



Objectifs de l'opération

Continuer à soutenir la Direction générale de la coopération et de l'intégration régionale du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire du Cameroun et lui permettre d'acquérir une expertise nationale pour améliorer le portefeuille de projets existants et améliorer leur impact sur le développement, et à soutenir la coordination entre les pays arabes bailleurs de fonds et les autorités locales pour financer de nouvelles opérations et assurer le suivi des projets en cours d'exécution.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque en matière de renforcement des capacités et de réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Financement d'une Opération de développement des capacités des micro-entrepreneurs de la filière cuir

Régional

Date d'approbation : mars 2021

Montant de la subvention : 285 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer à stimuler les chaînes de valeur du cuir en encourageant les produits en cuir, en particulier les chaussures, dans un groupe sélectionné de pays membres du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine d'intervention stratégique de la Banque pour la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, avec la réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique, et avec les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

Financement d'une opération de développement des capacités des femmes entrepreneures africaines dans le domaine de l'artisanat traditionnel

Régional (les Républiques du Mali et du Niger)

Date d'approbation : mars 2021

Valeur de la subvention : 480 000 \$



Objectifs de l'opération

Renforcement et développement des capacités et des compétences de 60 participants, dont 50 femmes et filles (25 femmes au Niger et 25 au Mali), dans les métiers de l'artisanat traditionnel tels que le tissage et la broderie traditionnels, et 10 formateurs dans deux centres de formation professionnelle dans les Républiques du Mali et du Niger.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, car ils contribuent à l'autonomisation économique des femmes africaines, et à la réalisation de l'objectif n° (4) des objectifs de développement durable relatif à l'augmentation du nombre de femmes et les jeunes et les doter des compétences nécessaires et l'objectif n° (5) lié à l'égalité des sexes et l'objectif n° (8) lié au travail décent et à la croissance économique.

Financement de la mise en place d'une plateforme régionale d'enseignement à distance pour les facultés agricoles

Régional

Date d'approbation : mars 2021

Montant de la subvention : 330 000 \$



Objectifs de l'opération

Établir et améliorer les performances d'une plateforme régionale d'enseignement à distance pour aider les universités africaines à poursuivre leurs activités académiques après le confinement lié au COVID-19 et à améliorer les capacités de l'enseignement supérieur en Afrique.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures (technologies de l'information et de la communication) et à la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable relatif à l'industrie, à l'innovation et au développement des infrastructures.

Financement du développement des capacités des agriculteurs et des chaînes de valeur de la noix de cajou

République de Guinée-Bissau

Date d'approbation : mars 2021

Montant de la subvention: 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Fournir des équipements pour décortiquer les noix de cajou afin d'améliorer la chaîne de valeur du produit, réduire les déperditions de noix de cajou et les transformer en un produit final exportable. L'opération vise également à réduire la pauvreté dans les zones rurales en soutenant les petits agriculteurs, en particulier les jeunes, y compris les femmes, et soutenir indirectement le secteur des travailleurs dans la fabrication de machines à éplucher en fournissant des moyens d'épluchage traditionnels du marché local ; Cela contribue à la promotion des activités structurelles de transformation au niveau rural.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour le développement des chaînes de valeur agricoles et à la réalisation de l'objectif n° 1 des objectifs de développement durable relatif à l'éradication de la pauvreté.

Prolongement des services d'un expert dans le domaine de la microfinance en appui au Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement

Burkina Faso

Date d'approbation : juin 2021

Montant de la subvention : 250 000 \$



Objectifs de l'opération

Consolider les acquis de l'expert dans le cadre de la précédente assistance technique, continuer à accompagner le ministère dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de la finance inclusive, appuyer le Fonds National de la Finance Inclusive, améliorer la performance des plans et programmes nationaux de développement de la microfinance dans le pays et le développement des capacités humaines et institutionnelles des institutions financières.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque en matière de renforcement des capacités et à l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Financement d'une opération d'alimentation d'écoles rurales en eau potable

Gambie

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 150 000 \$



Objectifs de l'opération

Fournir de l'eau potable aux élèves des écoles rurales et réduire les heures passées à sa recherche, contribuer à réduire les taux de déperdition scolaire et fournir un environnement éducatif sain et approprié qui aide les élèves à se concentrer sur la réussite scolaire.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour les investissements dans les infrastructures (eau et assainissement), à la réalisation de l'objectif de développement durable n° (6) relatif à la disponibilité et à la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous, et à l'Agenda 2063 de l'Afrique.

Financement de la préparation d'une étude de faisabilité technique et économique d'un projet d'implantation d'un aéroport régional à Mzuzu, la capitale du Territoire du Nord

Malawi

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention: 350 000 \$



Objectifs de l'opération

La préparation d'une étude de faisabilité technique et économique pour un projet de création d'un aéroport régional pour assurer l'accès du transport aérien à la ville de Mzuzu, la capitale de la région du nord. La création de cet aéroport soutiendra les services de transport et facilitera l'accès à la région, et soutiendra les secteurs des affaires, du commerce et du tourisme, et réalisera des avantages économiques et sociaux pour la région en particulier et le pays en général.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures et à la réalisation de l'objectif n°(1) des objectifs de développement durable relatif à l'éradication de la pauvreté et de l'objectif n° (9) relatif à l'industrialisation, à l'innovation et à la construction d'infrastructures. L'opération contribue également à la mise en œuvre de la stratégie et de la vision globale du gouvernement pour le développement du pays.

Appui à l'initiative de l'Union Africaine « Cent mille micro, petites et moyennes entreprises pour sécuriser un million d'emplois » - après la crise du Covid-19

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Accélérer la transformation économique de l'Afrique et renforcer la résilience aux chocs économiques causés par la pandémie de COVID-19, augmenter les investissements dirigés par les jeunes et améliorer l'environnement entrepreneurial et la création d'emplois.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine d'intervention stratégique de la Banque pour la promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et avec la réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Contribution au parrainage de la deuxième session de la Foire commerciale intra-africaine

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 300 000 \$



Objectifs de l'opération

Faire connaître les entreprises et les produits arabes et africains et les besoins des deux régions ; faire connaître les industries nationales africaines et donner aux visiteurs de l'exposition des pays africains participants une image claire du travail et des réalisations des institutions et entreprises nationales dans les différents secteurs productifs et de services, et offrir de bonnes opportunités pour conclure des affaires et concevoir de nouveaux projets viables.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour le commerce et le développement du secteur privé, et fait avancer le lancement de l'Accord commercial continental africain.

Contribution au parrainage de la participation de l'Union Africaine à l'Expo 2020

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Parrainer la participation de l'Union Africaine à l'Expo 2020 pour présenter la réalité du continent et son ambition, "L'Afrique que nous voulons", en présentant l'effort qui a été consenti dans les domaines du développement économique et social, en promouvant spécifiquement le développement du commerce inter-africain et le développement industriel, et présenter les progrès accomplis pour créer un climat des affaires harmonieux, sous le slogan "Ready for Business", et aussi présenter des opportunités d'investissement et quelques expériences réussies qui encouragent l'intégration régionale, la transformation économique et montrer que le continent africain est prêt à accueillir l'Expo dans les années à venir.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine d'intervention stratégique de la Banque lié au développement du commerce et du secteur privé, et avec la réalisation de l'objectif n° (7) des objectifs de l'Agenda Afrique 2063 relatif à « une Afrique unie, forte, résiliente et un partenaire mondial influent », et avec la réalisation de l'objectif n°(17) des objectifs de développement durable relatif au renforcement des moyens de mise en œuvre et à la redynamisation du partenariat mondial pour le développement durable.

Accompagnement institutionnel de la transformation digitale de la Banque de l'Innovation et du Partenariat

République de Sierra Leone

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 350 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au soutien et au développement du système d'information de la Banque Ebdaa en République de Sierra Leone, en acquérant un système d'information avancé pour les services de paiement électronique tels que le prêt, le recouvrement et l'assurance pour atteindre l'inclusion financière, et former les employés sur le système pour renforcer leurs compétences et aptitudes pour son utilisation.

Alignement stratégique

L'opération relève du domaine stratégique d'investissement de la Banque dans les infrastructures (TIC).

Renouvellement des services d'un expert en appui au Ministère du Plan

République du Niger

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 250 000 \$



Objectifs de l'opération

Poursuivre l'appui à la Direction Générale de la Programmation du Développement du Ministère en prolongeant les services d'un expert dans le domaine de la gestion des projets de développement, afin de consolider les acquis de l'assistance technique précédente, et d'améliorer encore la mise en œuvre des projets de développement et des futurs plans pour développer les secteurs vitaux du pays, et aussi pour concevoir la stratégie de coopération bilatérale entre la République du Niger et la Banque.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque en matière de renforcement des capacités et à la réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Financement pour le développement d'écoles modèles

République du Niger

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Développer des écoles modèles et contribuer au renforcement des infrastructures scolaires en République du Niger. L'opération comprend la création et l'équipement de deux écoles modèles d'une capacité de 800 élèves, et la mise en place de trois fermes scolaires pour mettre en pratique les enseignements théoriques dans le cadre des activités scolaires.

Alignement stratégique

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'orientation de la Banque pour soutenir une éducation de qualité dans les pays africains, conformément à sa stratégie décennale 2030, qui s'intéresse au développement et au renforcement des infrastructures du secteur social et de l'éducation, et contribue à l'atteinte de l'objectif n° (4) des objectifs de développement durable visant à assurer une éducation de qualité, équitable et inclusive et à promouvoir pour tous les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie. L'opération répond également aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

Contribution à l'opération de réponse urgente pour faire face à la pandémie de COVID-19

République du Soudan du Sud

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Aider le gouvernement du Sud-Soudan à mettre en place des systèmes de surveillance de la pandémie de COVID-19, l'aider à faire face à l'épidémie et limiter la propagation de ses effets négatifs sanitaires, économiques et sociaux grâce à la prévention et au contrôle des infections au niveau des structures de santé et des lieux publics, équiper et préparer les laboratoires nationaux et prendre en charge les cas infectés, et mettre en œuvre de nouvelles voies pour accélérer les programmes de sensibilisation des communautés vulnérables.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique d'investissement de la Banque dans les infrastructures (secteur social - santé), et avec l'atteinte de l'objectif n° (3) des objectifs de développement durable relatif à la bonne santé et au bien-être, et répond aux aspirations de l'Agenda Afrique 2063.

Contribution au financement du “Programme de la Coalition de lutte contre la cécité évitable - Deuxième génération”

Régional

Date d’approbation : septembre 2021

Montant de la subvention: 500 000 \$



Objectifs de l’opération

Le programme vise à renforcer le système de santé oculaire en finançant des campagnes médicales, en fournissant des services chirurgicaux et de traitement de haute qualité, en fournissant du matériel médical pour traiter les cataractes, les troubles de la réfraction, le glaucome et la rétinopathie diabétique, et en développant les capacités des travailleurs dans ces domaines grâce à la formation, leur permettant de suivre les dernières évolutions techniques, en plus de contribuer au traitement des troubles de la réfraction des écoliers en offrant des examens et des lunettes gratuits.

Alignement stratégique

L’opération est cohérente avec le domaine stratégique d’investissement de la Banque dans les infrastructures (pour le secteur socio-sanitaire), et avec l’objectif de développement durable n° (3) relatif à la bonne santé et au bien-être, et l’opération répond également aux aspirations de l’Agenda Afrique 2063.

Contribuer au financement du « Programme de renforcement des capacités pour l’autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole »

Régional

Date d’approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 410 000 \$



Objectifs de l’opération

Le programme vise à renforcer les capacités managériales des jeunes et des femmes pour gérer leurs projets agricoles et développer leurs affaires, et à développer les capacités des associations d’agriculteurs à combler le fossé dans la formulation de stratégies, la gouvernance, le leadership et l’emploi; ce qui les qualifie pour parrainer et soutenir les agriculteurs en fournissant des intrants de production, en valorisant le travail des petits agriculteurs et en facilitant l’accès aux opportunités de financement. De façon générale, cela contribue à soutenir les chaînes de valeur agricoles dans les sept pays bénéficiant du financement.

Alignement stratégique

L’opération est cohérente avec l’axe stratégique de la Banque de promotion de l’entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et l’axe stratégique de développement des chaînes de valeur agricoles, et est également cohérent avec l’atteinte de l’objectif (10) des objectifs de développement durable relatif à la réduction des inégalités et l’objectif n° (8) relatif au travail décent et à la croissance économique.

Contribution au financement d'un programme de développement des capacités des propriétaires de petites et moyennes entreprises agricoles pour les femmes et les jeunes en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe

Régional

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Le programme vise à renforcer les efforts actuellement déployés par les gouvernements des pays bénéficiaires pour soutenir les petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur agricole. Ces efforts visent à renforcer les capacités des femmes et des jeunes et à accroître leurs compétences dans le domaine de la gestion de projets agricoles afin d'améliorer les opportunités de subsistance et d'atteindre l'autosuffisance, et leur permettre de contribuer à faire face aux défis économiques, sociaux et climatiques dans leurs communautés. Il vise également à développer les capacités des institutions locales actives dans le renforcement du rôle des petites et moyennes entreprises.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec l'axe stratégique de la Banque de promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et l'axe stratégique de développement des chaînes de valeur agricoles, et est également cohérent avec l'atteinte de l'objectif n° (10) des objectifs de développement durable relatif à la réduction des inégalités et l'objectif n° (8) relatif au travail décent et à la croissance économique.

Renouvellement des services d'un expert en appui au ministère de la Planification et du Développement économique

République de Guinée

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 140 000 \$



Objectifs de l'opération

consolider les acquis de l'expert dans le cadre de l'assistance technique précédente, en continuant à accomplir ses tâches de renforcement des efforts de coordination entre le ministère et les partenaires au développement, notamment le Groupe Arabe de Coordination, et en transférant l'expertise aux agents dans le domaine de la préparation et de la mise en œuvre, et aussi en continuant à évaluer et suivre les projets de développement afin d'améliorer le portefeuille de projets existants et suivre leur impact sur le développement, et mobiliser des ressources financières pour de nouveaux projets conformes au Plan national de développement économique et social pour la période (2021-2025).

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque en matière de renforcement des capacités pour consolider les connaissances qui, à leur tour, contribuent à la réalisation des différents domaines d'intervention de la stratégie 2030 de la Banque et répondent aux aspirations de l'Agenda Afrique 2063.

Renouvellement des services de deux experts pour le Ministère du Plan et du Développement

République de Côte d'Ivoire

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 170 000 \$



Objectifs de l'opération

Consolider les acquis des deux experts dans le cadre de la précédente assistance technique et compléter ce qui n'a pas été accompli du fait des répercussions de la pandémie de Covid-19 ; continuer à accompagner le Ministère et lui permettre d'acquérir une expertise nationale pour améliorer le portefeuille de projets existants et d'augmenter leurs performances et leur impact sur le développement, et aussi, développer les capacités humaines et institutionnelles du pays.

Alignement stratégique

L'opération s'inscrit dans l'axe stratégique de la Banque de promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et dans l'atteinte de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique, et répond également aux aspirations des Agenda Afrique 2063.

Financement d'un échange de connaissances et d'expériences pour soutenir le Département de la langue arabe et des civilisations islamiques de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar

République du Sénégal

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 320 000 \$



Objectifs de l'opération

L'échange d'expériences de formation, d'enseignement et de recherche scientifique dans le domaine de la langue arabe, l'encadrement conjoint d'étudiants du Département de langue arabe et de civilisation islamique de l'Université « Cheikh Anta Diop », et le développement de l'infrastructure numérique du département laboratoire.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque de développement des capacités, et avec la réalisation de l'objectif n°(4) des Objectifs de développement durable relatif à une éducation de qualité, et répond également aux aspirations de l'Agenda Afrique 2063.



Fournir des services d'experts pour enseigner l'arabe

Gambie

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 320 000 \$



Objectifs de l'opération

Améliorer le niveau d'enseignement de la langue arabe en République de Gambie, développer ses programmes et améliorer le niveau de communication entre ses utilisateurs.

Alignement stratégique

L'opération est conforme au domaine d'intervention stratégique de la Banque pour le développement des capacités et à la réalisation de l'objectif n° (4) des objectifs de développement durable relatif à une éducation de qualité, et répond aux aspirations de l'Agenda Afrique 2063.

Faire face aux effets de la pandémie de COVID-19 en mettant à disposition une unité de production d'oxygène médical

République de Guinée-Bissau

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 500 000 \$



Objectifs de l'opération

Soutenir la politique du Gouvernement de la Guinée-Bissau visant à développer et à mettre à niveau les infrastructures sanitaires afin d'élargir la portée des services médicaux, et, ainsi, répondre aux besoins essentiels de santé des citoyens. L'opération vise notamment à assurer un approvisionnement stable en oxygène médical au niveau de l'hôpital national de référence « Simon Mendez » dans la capitale « Bissau ».

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque pour l'investissement dans les infrastructures (secteur social - santé), et avec l'atteinte de l'objectif n° (3) des objectifs de développement durable relatif à la bonne santé et au bien-être, et répond également les aspirations de l'Agenda Afrique 2063.

Préparation d'une étude de faisabilité technique et économique pour le projet d'établissement de centres stockage de données en ligne

Régional

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 210 000 \$



Objectifs de l'opération

Financement de l'étude de faisabilité technique et économique du « Projet de création de centres de stockage de données en ligne », afin d'augmenter le nombre de centres de données en Afrique et ainsi d'augmenter la capacité d'hébergement de contenus sur le continent afin de réduire le coût et augmenter la vitesse d'accès aux données.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque d'investissement dans les infrastructures (technologies de l'information et de la communication et économie numérique), et avec la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable relatif à l'industrie, à l'innovation et au développement des infrastructures.

Préparation d'une étude de faisabilité pour le programme régional de développement des chaînes de valeur stratégiques pour la sécurité alimentaire dans les pays du Groupe du (G5) Sahel

Régional

Date d'approbation : décembre 2021

Montant de la subvention : 400 000 \$



Objectifs de l'opération

L'opération vise à contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et à s'adapter aux chocs externes tels que les changements climatiques, les prix des carburants et des matières premières et les épidémies, et à promouvoir l'intégration économique entre les pays du Sahel.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec l'axe stratégique de la Banque de développement des chaînes de valeur agricoles, et avec la réalisation de l'Objectif n°(1) des objectifs du développement durable relatif à l'éradication de l'extrême pauvreté et de l'objectif n°(2) sur la l'éradication de la faim.



Développement de la chaîne de valeur agricole et promotion des exportations pour certains pays de la CEDEAO

Régional

Date d'approbation : avril 2021

Montant de la subvention : 69 000 \$



Objectifs de l'opération

Renforcer et développer les capacités de certains pays de l'espace CEDEAO à mieux valoriser leurs produits pour accéder à de nouveaux marchés, en faisant connaître l'avantage comparatif et la valeur ajoutée des biens et produits nationaux de ces pays, puis développer des chaînes de valeur régionales, ce qui poussera le commerce intra-régional et l'intégration régionale entre les pays du groupe et entre le groupe et le continent africain.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec l'axe stratégique de développement des chaînes de valeur agricoles de la Banque, et avec la réalisation de l'objectif n°(1) sur l'éradication de l'extrême pauvreté et de l'objectif n°(2) sur l'éradication de la faim.

Appui au Forum d'affaires arabo-africain sur les produits agro-alimentaires

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 60 000 \$



Objectifs de l'opération

Soutenir le Forum arabo-africain des affaires sur les produits agro-alimentaires, qui vise à contribuer à la promotion et au développement du commerce entre les États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique, y compris les états éligibles pour l'aide de la Banque.

Alignement stratégique

L'opération s'inscrit dans le domaine stratégique de la Banque de développement des chaînes de valeur agricoles et dans le domaine du commerce et du développement du secteur privé, et avec l'atteinte de l'objectif n°(1) des objectifs de développement durable relatif à l'éradication de l'extrême pauvreté et Objectif n° (2) relatif à l'éradication complète de la faim.

Parrainage du 5ème Forum Africain des Entreprises et de la Responsabilité Sociale

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 55 000 \$



Objectifs de l'opération

Le parrainage du forum qui vise à échanger les meilleures pratiques dans le domaine de la responsabilité sociale entre les entreprises africaines et à les motiver à devenir des leaders dans ce domaine et à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, en plus des opportunités de financement associées à la promotion de la responsabilité sociale des entreprises et à récompenser les entreprises les plus innovantes.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque de développement des capacités, et avec la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable relatif à l'industrie, l'innovation et la construction d'infrastructures, et l'objectif n° (11) relatif à la création de villes et de communautés locales durables.

Préparation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un projet de réseau régional africain unifié

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 95 000 \$



Objectifs de l'opération

Préparation d'une étude de faisabilité technique et économique pour le projet d'établissement d'un réseau de communications africain unifié, qui vise à faciliter et à accroître les échanges de communications et de services audio entre les pays africains.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique d'investissement de la Banque dans les infrastructures, et avec la réalisation de l'objectif n° (9) des objectifs de développement durable relatif à l'industrie et à l'innovation.

Contribuer au financement de l'African Business Forum

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention : 100 000 \$



Objectifs de l'opération

Le Forum des entreprises de la République du Congo sur la « Promotion des batteries, des véhicules électriques, de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et du développement des marchés en Afrique » vise à échanger avec les parties prenantes participant au forum sur l'identification des opportunités, la facilitation des investissements et l'augmentation de la part de l'Afrique dans les domaines mentionnés.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque pour le développement du commerce et du secteur privé, et avec l'atteinte de l'objectif n° (7) des objectifs de développement durable relatif à la production d'énergie propre et abordable.

Soutien au 1er Forum Africain de la Presse Economique et Financière

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Montant de la subvention: 15 000 \$



Objectifs de l'opération

Soutenir le premier Forum africain de la presse économique et financière, qui vise à renforcer le rôle du journalisme de développement en Afrique, en renforçant les capacités et les connaissances des journalistes africains pour leur permettre de travailler de manière professionnelle et efficace en augmentant la vérification et le traitement des informations économiques et financières sur l'Afrique et développer une culture de sa diffusion.

Alignement stratégique

Le processus est conforme au domaine stratégique de la Banque de développement des capacités et à la réalisation de l'objectif n° (17) des objectifs de développement durable relatif à l'établissement de partenariats pour atteindre les objectifs.

Appui à l'Union des Télévisions Privées d'Afrique

Régional

Date d'approbation : juillet 2021

Valeur de la subvention : 10 000 \$



Objectifs de l'opération

Créer des relations de communication et de coopération avec l'Union des Télévisions Privées d'Afrique, le but de diffuser des émissions promotionnelles pour présenter la Banque, ses objectifs et ses réalisations, et couvrir ses activités de développement dans les médias des Etats membres de l'Union éligibles à l'appui de la Banque.

Alignement stratégique

L'opération est conforme aux objectifs de la Banque visant à promouvoir ses opérations et à la réalisation de l'objectif n° (17) des objectifs de développement durable relatif à l'établissement de partenariats pour atteindre les objectifs.

Parrainage du Troisième Forum de la CEDEAO sur les Mines et le Pétrole

Régional

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 12 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au parrainage du troisième Forum pétrolier et minier de la CEDEAO, qui vise à encourager une augmentation du flux d'investissements commerciaux dans les secteurs minier et pétrolier, afin de renforcer la coopération et l'intégration régionale et d'atteindre et de maintenir la stabilité économique.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque pour le développement du commerce et du secteur privé, et avec la réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Parrainage de la Semaine du Commerce et de l'industrie de l'Afrique de l'Est 2021

Régional

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 15 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au parrainage de la Semaine du Commerce et de l'Industrie de l'Afrique de l'Est, qui vise à encourager le flux d'investissements vers l'Afrique de l'Est en tant que destination attrayante pour le commerce, l'industrie et l'investissement, et à aider à créer une plate-forme pour des partenariats potentiels pour des projets, et à promouvoir les opportunités d'exportation et le dialogue commercial entre l'Afrique de l'Est et les autres pays du continent et les principaux acteurs économiques du monde, ce qui contribue à la croissance économique des pays de la région.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque pour le développement du commerce et du secteur privé, et avec la réalisation de l'objectif n° (8) des objectifs de développement durable relatif au travail décent et à la croissance économique.

Parrainage d'un atelier de haut niveau sur les ressources naturelles dans la région des Grands Lacs

Régional

Date d'approbation : septembre 2021

Montant de la subvention : 25 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au parrainage d'un atelier de haut niveau sur les ressources naturelles dans la région des Grands Lacs d'Afrique, soutenir l'initiative régionale sur les ressources naturelles dans la région et identifier les domaines de défis et les moyens de renforcer les mesures de lutte contre l'exploitation et le commerce illégaux de ces ressources, pour parvenir à la paix et au développement.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque d'investissement dans les infrastructures, et avec la réalisation de l'objectif n° (13) des objectifs de développement durable relatif à l'action pour le climat.

Élaboration d'un plan général de fourniture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement

République de Guinée

Date d'approbation : octobre 2021

Valeur de la subvention : 3 800 \$



Objectifs de l'opération

Elaboration d'un schéma général d'adduction d'eau et d'assainissement en République de Guinée dans le cadre de l'initiative du Groupe de Travail Eau et Assainissement du Groupe de Coordination de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec le domaine stratégique de la Banque d'investissement dans les infrastructures – eau-, et contribue à la réalisation de l'objectif n° (6) sur l'eau potable et l'assainissement.

Parrainage de la quatrième édition du Prix Africain de la Finance

Régional

Date d'approbation : décembre 2021

Montant de la subvention : 25 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au parrainage de la quatrième édition du Prix Africain de la Finance, qui vise à honorer des personnalités influentes et éminentes qui ont joué un rôle important dans l'accompagnement du processus de transformation économique et sociale du continent africain.

Alignement stratégique

Le processus est conforme à l'objectif n° (17) des objectifs de développement durable relatif au partenariat pour atteindre les objectifs.

Financement du Prix du Programme Jeunes et Entrepreneuriat

Régional

Date d'approbation : décembre 2021

Montant de la subvention : 25 000 \$



Objectifs de l'opération

Contribuer au financement du Prix du Programme Jeunes et Entrepreneuriat, qui vise à identifier les défis auxquels sont confrontés les jeunes entrepreneurs et à leur trouver des solutions concrètes, en concertation avec les parties prenantes, afin de leur permettre de développer leurs activités et d'ajouter de l'innovation à leurs projets.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec l'axe stratégique de la Banque de promotion de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et avec la réalisation de l'objectif n° (8) pour le travail décent et la croissance économique et l'objectif n°(10) de réduction des inégalités.

Fournir des services d'experts pour une courte période pour la préparation de projets dans l'État de Bornou

République fédérale du Nigéria

Date d'approbation : décembre 2021

Montant de la subvention : 25 000 \$



Objectifs de l'opération

L'objectif principal de l'opération est d'identifier les domaines dans lesquels la Banque peut intervenir dans le cadre des priorités stratégiques de l'Etat, et de préparer une opération modèle pouvant être financée par la Banque, tout en définissant les besoins techniques nécessaires pour préparer une opération intégrée de développement rural à financer par la Banque et ses partenaires.

Alignement stratégique

L'opération est cohérente avec l'axe stratégique de la Banque de développement des chaînes de valeur agricole, et avec la réalisation de l'Objectif n°(1) des objectifs de développement durable relatif à l'éradication de la pauvreté et de l'Objectif n°(2) relatif à l'éradication totale de la faim.



Annexe 2
Contributions des
états membres au
capital et répartition
des voix au
31/12/2021



Etats membres	Actions			Force de vote	
	Total du capital versé (en millions de dollars)	Nombre d'actions	Pourcentage du total	Nombre de voix	Pourcentage du total
Royaume Hachémite de Jordanie	8.992	89.92	0.22	289.92	0.64
Etat des Emirats Arabes Unis	449.582	4,495.82	10.70	4,695.82	10.30
Royaume du Bahrein	8.992	89.92	0.22	289.92	0.64
République Tunisienne	37.465	374.65	0.89	574.65	1.26
République Algérienne Démocratique et Populaire	179.833	1,798.33	4.28	1,998.33	4.38
Royaume d'Arabie Saoudite	1,078.997	10,789.97	25.69	10,989.97	24.10
République du Soudan	8.992	89.92	0.22	289.92	0.64
République Arabe Syrienne	4.995	49.95	0.11	249.95	0.53
République d'Iraq	629.415	6,294.15	14.99	6,494.15	14.24
Sultanat d'Oman	53.950	539.50	1.28	739.50	1.62
Etat de Palestine	8.992	89.92	0.22	289.92	0.64
Etat du Qatar	359.665	3,596.65	8.56	3,796.65	8.33
Etat du Koweït	659.387	6,593.87	15.70	6,793.87	14.90
République Libanaise	29.972	299.72	0.71	499.72	1.10
Etat de Libye	599.442	5,994.42	14.27	6,194.42	13.58
République Arabe d'Egypte	8.992	89.92	0.22	289.92	0.64
Royaume du Maroc	65.938	659.38	1.57	859.38	1.88
République Islamique de Mauritanie	6.399	63.99	0.15	263.99	0.58
TOTAL	4,200.000	42,000.00	100.00	45,600.00	100.00

